

agenda
interculturel



Direction Molenbeek

Focus sur le capital humain d'une commune surmédiatisée



© Massimo Bortolini

26 Recherche

Pas de féminisme belgo-turc [2]
Seyma Gelen

Direction Molenbeek
Christine Kulakowski

3

C'est pas du ghetto !
Pierre Marissal et Mohamed Samadi

4

Le verbe *s'impliquer* conjugué
à toutes les personnes
Ani Paitjan

9

Etre de Molenbeek
Laurent Licata et Audrey Heine

12

Urgence emploi
Nathalie Caprioli

16

Pourquoi les Japonais ne visitent pas Molenbeek ?
Pascal Majerus

18

"Molenbeekistan" : le vrai et le faux
Johan Leman

20

Rendez-vous dans cinq ans
Entretien avec Hans Vandecandelaere

24

28 Bon tuyau

Les sorcières sont de retour !

29 Incontournable

En juin, nous sommes Grecs

30 Du neuf dans nos rayons

Cathy Harris

Illustration de couverture : © Koen Broos
Virée le long du canal organisée par De Vaartkapoen.

Prochaines parutions :

- *MICmag*, 24 juin 2016, encarté dans *L'Avenir* : Aquérir la nationalité : un sport de combat.
- *Agenda interculturel*, juillet 2016 : Eloge des carburateurs.

Éditorial

Responsable de rédaction
Nathalie Caprioli

Journaliste
Ani Paitjan

CBAI: Marc André, Massimo Bortolini, Cathy Harris,
Pascal Peerboom, Patrick Six.

Comité scientifique: Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub, Vincent de Coorebyter, Isabelle Doyen, Leyla Ertron, Mohamed Essannarhi, Kolë Gjeloshaj, Younous Lamghari, Silvia Lucchini, Altay Manço, Marco Martinello, Anne Morelli, Nouria Ouali, Andrea Rea, Hedi Saidi.

Mise en page : Pina Manzella

Impression : GS Graphics sprl

Éditeur responsable : Christine Kulakowski

Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



L'Agenda interculturel est édité par le
Centre Bruxellois d'Action Interculturelle asbl
Avenue de Stalingrad, 24 1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50 fax 02/512 17 96
ai@cbaib.be - www.cbaib.be

Le CBAI est ouvert
du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h30

L'Agenda interculturel est membre de l'ARSC
Association des Revues Scientifiques et Culturelles.

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intitulés et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.

Conformément à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, nous informons nos lecteurs que le CBAI gère un fichier comportant les noms, prénoms, adresses et éventuellement les professions des destinataires de l'Agenda interculturel. Ce fichier a pour but de répertorier les personnes susceptibles d'être intéressées par les activités du CBAI et de les en avertir. Vous pouvez accéder aux données vous concernant et, le cas échéant, les rectifier ou demander leur suppression en vous adressant au Centre. Ce fichier pourrait éventuellement être communiqué à d'autres personnes ou associations poursuivant un objectif compatible avec celui du Centre.

Direction Molenbeek

A propos de Molenbeek, la parole s'est libérée au point que la commune est devenue en un jour la plus médiatisée du monde, en tous cas du monde occidental. On a tout entendu, parfois le pire, pas assez le plus édifiant.

La parole doit bien sûr se libérer, sans tabou. On doit pouvoir exprimer ses idées, ses craintes, ses colères, ses envies. Mais on doit pouvoir aussi jongler avec les nuances et la complexité, sans se retrancher d'office derrière des slogans ou des symboles. C'est en confrontant les points de vue, en acceptant d'entrer en conflit d'opinion, qu'on aura peut-être l'opportunité de remettre en question les stéréotypes, simplement parce qu'on se retrouve tôt ou tard en panne d'arguments sensés ou avérés. Voyez la percutante démonstration faite dans ce dossier qui tord le coup à la thèse du ghetto molenbeekois.

Pour arrêter de tourner en rond dans les pseudo certitudes, certains revendiqueront davantage d'espaces de rencontre et de débat dans la cité. D'autres s'engageront dans un projet de quartier. Des gens qui s'impliquent et s'ouvrent aux autres, on en rencontre des tonnes ! Pour ceux qui en douteraient, Molenbeek dispose d'un riche capital humain, culturel, sportif, économique. Pourtant, ce n'est pas suffisant. Un jeune molenbeekois sur deux est au chômage. Il faut sortir de cette spirale, et ce ne sont pas les politiques coercitives contre les chômeurs qui vont aider. ■

Christine Kulakowski

C'est pas du ghetto !

Pierre Marissal et Mohamed Samadi

Après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, un célèbre chroniqueur, avec un humour discret, avait appelé la France à bombarder Molenbeek. La chose, on s'en doute, en était restée à l'état de projet. Bombardés, les Molenbeekois le furent pourtant bel et bien,... mais de clichés. Dont celui qui dessine le vieux Molenbeek comme un ghetto de misère et de communautarisme.

Cette banlieue (sic), proche (sic) de Bruxelles (quand elle n'est pas voisine de Diest), capitale mondiale du djihadisme (!), « *au cœur de l'Europe mais hors de l'Europe* », serait une « *no go zone* » cimentée par l'omerta, où ni la police ni les non musulmans ne pourraient plus entrer. Selon les sources, il serait dorénavant très difficile d'y trouver de l'alcool, les enfants y seraient majoritairement scolarisés dans des écoles musulmanes, toutes les femmes y seraient voilées, les hommes y seraient vêtus de djellabas et de burnous, et les enseignes des commerces y seraient rédigées en arabe ou en turc. A titre de dommage collatéral, cette dernière bombe fut également larguée sur Schaerbeek par le spécialiste Gilles Kepel, sans que les journalistes de la (schaerbeekoise) RTBF n'y trouvent rien à redire.

On pourra évidemment avancer que de telles allégations en disent beaucoup plus sur leurs auteurs que sur Molenbeek, et qu'elles ne valent pas qu'on s'y arrête. Cependant, même des commentateurs un peu moins mal informés – et un peu plus à l'aise avec la géographie – continuent régulièrement de présenter les vieux quartiers de Molenbeek comme un ghetto de misère et de communautarisme. C'est cette affirmation que nous voudrions interroger ici.

Les arguments de la thèse du ghetto

Selon un des dictionnaires classiques de référence, un ghetto est milieu renfermé sur lui-même, ou un lieu où une communauté vit en marge du reste de la population. Nous nous contenterons de cette définition assez sommaire, en l'appliquant à la communauté des pauvres et/ou des musulmans (ou des Marocains). Il nous est difficile d'être plus précis, puisque ceux-là mêmes qui croient voir en Molenbeek un ghetto communautariste ne semblent pas juger utile de définir ces termes. Ils ne jugent d'ailleurs pas toujours plus utile d'argumenter très soigneusement leur point de vue, qui est classiquement appuyé sur trois types d'arguments.

Premier type d'argument : la preuve qui tourne en rond. Molenbeek doit être un ghetto communautariste, puisqu'un groupe de terroristes y est (ou y a été) actif. Et si un groupe de terroristes se réclamant de l'islam s'est ancré à Molenbeek c'est parce que c'est un ghetto communautariste. L'avantage avec ce type de raisonnement, c'est qu'on ne risque pas trop de se contredire. Passons.

Deuxième type d'argument : la sélection soigneusement orientée d'anecdotes ou de faits isolés. Là encore, les choses tournent bien sûr un peu (beaucoup) en rond. Car si certains faits ont été sélectionnés plutôt que d'autres, c'est justement parce qu'ils permettent d'accréditer la thèse du ghetto. Ils ne peuvent donc que paraître la confirmer. C'est un peu rudimentaire, bien sûr, mais ça marche tout de même très bien. Car ceux et celles qui contestent la pertinence de la sélection, ou qui souhaitent

prendre également d'autres faits en compte, se voient aussitôt reprocher de nier les faits, d'être angéliques et de refuser de voir la réalité en face.

Troisième type d'argument : la « preuve » par la moyenne.

Regardez ce tableau (p. 5), nous dira-t-on. Regardez ces bas revenus, ces surplus de retard scolaire, cette surmortalité, ces bas niveaux de formation. Oseriez-vous prétendre, avec ça, que le vieux Molenbeek n'est pas un ghetto de misère ?

Alors disons-le tout de suite : nous n'entendons nullement nier que les habitants du vieux Molenbeek ont eu moins que d'autres, en moyenne, l'occasion de poursuivre de longues études avec succès. Nous n'entendons pas nier qu'ils soient en moyenne moins bien rémunérés, plus exposés aux risques de santé, plus souvent contraints au chômage. Nous pensons même que les informations reprises dans le tableau sont pertinentes et utiles.

Mais d'abord, le vieux Molenbeek ne se distingue pas du reste du croissant bruxellois (ou à peine). Ensuite, tout ceci ne nous dit pas grand-chose sur la question du ghetto. Car tout compte fait, il n'est pas impossible d'être faiblement diplômé, ou en mauvaise santé, sans pour autant vivre renfermé dans son quartier. Et un faible niveau moyen de revenus n'est pas incompatible avec une grande diversité de revenus individuels. Regardons tout ceci d'un peu plus près.

1. D'un point de vue strictement spatial, le vieux Molenbeek ne ressemble nullement à un ghetto.

Peut-être faut-il commencer par cette première remarque élémentaire. Les dimensions très réduites des vieux quartiers de Molenbeek ne sont guère compatibles avec l'idée d'un ghetto tourné vers lui-même et isolé du reste de la ville. Contrairement à certaines banlieues françaises, ces quartiers ne sont pas isolés à leurs limites par

Quelques indicateurs socioéconomiques pour la Région, le croissant pauvre et le vieux Molenbeek (2010)

	Surplus de retard scolaire par rapport à la Communauté française	Surplus de mortalité par rapport à la Belgique	Revenu médian par déclaration individuelle	Part des familles avec enfants où le plus haut diplôme est au plus du secondaire inférieur	Part des ouvriers dans les familles avec enfants	Part des personnes recevant une aide du CPAS
Croissant pauvre	+ 52 %	+ 38 %	12.000	55 %	51 %	6 %
Vieux Molenbeek	+ 54 %	+ 39 %	11.300	58 %	52 %	8 %
Région bruxelloise	+ 23 %	+ 20 %	16.300	39 %	31 %	4 %

Sources BCSS / DGSIE 2010-2011.

des voies de communication difficiles à franchir. C'est d'ailleurs vrai du « croissant pauvre » dans son ensemble, dont il est pratiquement toujours possible de sortir aisément en moins de quinze minutes à pied, et en quelques minutes seulement en voiture ou en transports en commun. Concrètement, de très nombreux adolescents qui y résident sont scolarisés en dehors du croissant pauvre, la plupart des habitants fréquentent régulièrement des noyaux commerçants extérieurs, comme l'hypercentre commercial du bas de la ville, les cinémas du centre ville ou du Heysel, etc.

2. Les vieux quartiers de Molenbeek connaissent une mobilité résidentielle très élevée, y compris liée à l'ascension sociale.

L'idée de ghetto pauvre est le plus souvent associée à celle d'une population figée, captive, incapable de s'échapper d'un parc de logements à loyers modérés, ou de s'éloigner de réseaux locaux d'entraide communautaire. En réalité, le vieux Molenbeek, comme d'ailleurs le reste du croissant pauvre, connaît une mobilité résidentielle *supérieure* à la moyenne bruxelloise (et nettement supérieure à celle des quartiers résidentiels aisés). Il est vrai qu'une part importante de cette mobilité résidentielle reste interne au croissant pauvre, où le coût des logements reste en effet moins inabordable. Les coûts du logement constituent même une forte entrave à l'émancipation des jeunes adultes. Alors qu'on nous parle sans cesse du phénomène des Tanguy, ces éternels étudiants qui s'attardent indéfiniment sous le (confortable) toit parental, les Mohamed restent bien plus souvent captifs, financièrement, du logement (suroccupé) de leurs parents. Alors que dans la périphérie aisée, 16 % environ des jeunes hommes restent au moins jusqu'à 30 ans chez leurs parents, ils sont plus de 27 % à le faire dans le croissant pauvre¹.

Il n'empêche : en 5 ans, 30 % environ de la population du croissant pauvre le quitte pour d'autres quartiers mieux cotés. Près du tiers ! Et les vieux quartiers de Molenbeek ne font pas exception².

Cela n'empêche évidemment pas leur population d'augmenter. Car ces quartiers restent un des lieux de première installation pour les migrations internationales venues des pays pauvres, et ils logent sans cesse de nouveaux habitants, parfois refoulés

ailleurs par les politiques publiques de rénovations urbaines cherchant à attirer les ménages à plus hauts revenus.

On a donc en permanence une entrée de nouveaux habitants, plutôt (mais pas exclusivement) à faibles revenus, et une sortie d'habitants quittant le quartier, entre autres (mais pas uniquement) dans le cadre de trajectoires sociales ascendantes.

Ce turn-over permanent explique que la part des populations pauvres reste structurellement élevée dans le quartier, *mais il n'a strictement rien à voir avec le fonctionnement d'un ghetto*. On pourrait dire au contraire que le vieux Molenbeek joue, au moins partiellement, un rôle ouvert de première base d'intégration pour les populations issues de l'immigration.

3. Les vieux quartiers de Molenbeek sont... mixtes socialement !

L'idée d'une très faible mixité sociale des quartiers « populaires » bruxellois a envahi le discours politique et médiatique sur la ville. Elle semble relever de ces évidences qui auraient été démontrées une fois pour toutes, et qu'il n'y aurait aucun sens à remettre en doute. C'est d'autant plus surprenant que la mixité sociale ne fait généralement l'objet d'aucune tentative de définition, ni d'aucune mesure.

En réalité, il semble bien que cette « évidence » repose le plus souvent sur deux bases très contestables. La première, c'est l'idée préconçue selon laquelle un individu d'apparence marocaine, turque, etc. ne saurait qu'appartenir aux classes populaires à faibles revenus. La seconde, plus avouable mais tout aussi contestable, est l'idée selon laquelle des faibles niveaux moyens (par exemple de revenus) seraient forcément le signe d'une faible diversité. Or, ce n'est évidemment pas le cas. Personne ne niera par exemple qu'il est parfaitement possible que les élèves d'une classe aient une taille faible en moyenne, mais que les tailles des élèves de cette classe soient néanmoins extrêmement diverses, avec des élèves très petits mais aussi des grands. Inversement, on peut parfaitement imaginer une classe ayant une taille moyenne élevée et une *faible* diversité de taille.

La mixité sociale ne peut être déduite des niveaux moyens de revenus, des taux d'emplois, etc. *Elle doit être mesurée !* Or, les rares mesures dont nous disposons ne confirment pas

l'idée d'une très faible mixité sociale des quartiers du croissant pauvre, y compris à Molenbeek.

Plus précisément, ces mesures permettent d'avancer deux conclusions importantes :

De manière générale, la diversité sociale semble très grande à l'intérieur de pratiquement *tous* les types de quartiers bruxellois, *y compris* les quartiers pauvres, *y compris* ceux de Molenbeek (voir la figure ci-dessous). Autrement dit, les différences entre quartiers, bien réelles, n'expliquent qu'une partie assez faible des différences entre individus, qui reste très importantes au sein de chacun des quartiers.

La mixité sociale des quartiers les plus pauvres, quoique forte, est plus faible que celle des quartiers de revenus intermédiaires. Mais elle est de même ordre que celle des quartiers aisés, et plus grande que celle des quartiers très aisés. Si ghetto il y a (mais il n'y en a pas), ce serait plutôt dans ces derniers quartiers qu'il faudrait les trouver...

Répéter en boucle une affirmation fausse ne la rend pas vraie pour autant. En dépit d'un discours obsédant sur la nécessité d'attirer des classes moyennes dans les quartiers pauvres, *ces derniers n'en sont pas aussi dépourvus qu'on le dit fréquemment*. Une partie d'entre elles, il est vrai, proviennent de processus d'ascension sociale au sein de populations issues de l'immigration, et ne s'en distinguent pas forcément visuellement. Elles n'en existent pas moins pour autant.

4. Le vieux Molenbeek n'est pas un ghetto scolaire

Une fois encore, il ne s'agit nullement de nier ici les difficultés scolaires rencontrées par de nombreux élèves résidant dans le croissant pauvre. Oui, le retard scolaire y est (en moyenne) plus important que dans les autres quartiers. Oui, la part des élèves orientés vers des filières « de relégation » y est plus élevée (qu'en moyenne). Oui, la part (moyenne) des élèves poursuivant des études supérieures reste (malgré des évolutions rapides) plus faible qu'ailleurs.

Par contre, le vieux Molenbeek ne peut pas être pensé comme un ghetto scolaire où les élèves seraient massivement scolarisés dans quelques écoles locales communautarisées. Notons d'abord, en passant, que la part des élèves poursuivant leur scolarité obligatoire dans une école du réseau libre de confession musulmane est tout à fait marginale ; de l'ordre de 1 % à Molenbeek pour le fondamental, soit beaucoup moins que la part des élèves scolarisés dans le réseau libre catholique.

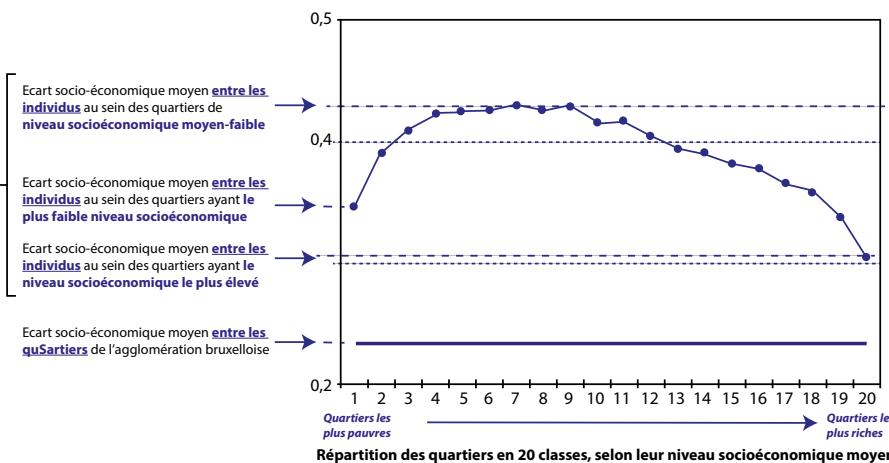
Notons ensuite que, dans le vieux Molenbeek comme dans le reste du croissant pauvre, de très nombreuses familles cherchent à scolariser leurs enfants *en dehors* des écoles locales, dans des écoles hétérogènes d'un point de vue social et communautaire (y compris dans des écoles de la Communauté flamande). Cette tendance est perceptible dès le maternel, et s'amplifie avec l'autonomie de déplacement des enfants. Résultat : en maternel, le total des enfants scolarisés dans le croissant pauvre (y compris ceux qui y viennent sans y résider) ne représente déjà que 80 % seulement du nombre total des élèves qui y résident. Ce pourcentage n'est plus que de 76 % en primaire, et de 64 % en secondaire (45 % pour le général !)³. On objectera que ces chiffres témoignent d'une insuffisance des équipements scolaires locaux. Mais justement : *cette insuffisance est aussi le reflet d'une réticence structurelle d'une part importante des familles à scolariser leurs enfants dans l'entre-soi des écoles locales*. Ce qui ne va pas toujours sans mal. A voir les quartiers de résidence des personnes ayant introduit un recours contre le décret inscription (lequel entendait limiter les ségrégations à l'inscription en début de secondaire), il semble que la recherche de l'entre-soi n'est pas toujours là où on la soupçonne.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que les élèves les plus susceptibles de rencontrer des difficultés scolaires soient répartis équitablement dans les écoles de la ville. *Au sein d'un même quartier de résidence* (y compris bien sûr dans le vieux Molenbeek), dès le maternel, certaines écoles scolarisent

surtout les élèves qui auront le moins de difficultés, alors que d'autres se chargent de ceux qui restent (avec les moyens du bord⁴)⁵. De ce point de vue, les écarts entre les écoles à Bruxelles sont beaucoup plus importants que les écarts dus aux inégalités sociales entre quartiers résidentiels. Cette ségrégation entre écoles, liée au fonctionnement de l'institution scolaire elle-même, peut conduire à un certain entre-soi au sein des enfants issus de l'immigration, mais qui n'a pas grand-chose à voir avec le communautarisme, ni avec un effet de ghetto.

La mixité sociale dans les quartiers bruxellois

Hétérogénéité socioéconomique *entre les quartiers* de l'agglomération bruxelloise, comparée à l'hétérogénéité socioéconomique *au sein des quartiers* de différents niveaux socioéconomiques



Sources: Enquête générale 2001. Méthodologie: <http://revueeducationformation.be/download.php?idRevue=20&idRes=210>

Source : recensement 2001. D'un point de vue socioéconomique, les quartiers bruxellois sont moins différents entre eux que les individus à l'intérieur des quartiers.

5. Un communautarisme croissant au sein de la population d'origine marocaine ?

Tout ceci n'exclut évidemment pas *a priori* que d'autres comportements communautaristes puissent se maintenir ou se renforcer dans une partie de la population.

Dans l'état actuel des connaissances, une telle question nous semble cependant très difficile à trancher sur des bases objectives, et ceci pour plusieurs raisons interrelées⁶.

Tout d'abord, le concept même de communautarisme est extrêmement malaisé à définir. Ensuite, un même élément isolé peut souvent être interprété de différentes manières, éventuellement contradictoires entre elles. Prenons par exemple le taux d'endogamie de la population d'origine marocaine. Selon des données administratives récentes portant sur la population belgo marocaine, 88 % des marocain(e)s vivant en couple à Bruxelles auraient un(e) partenaire issu(e) de sa propre communauté (de première ou de seconde génération), et 4 % seulement un partenaire d'origine belge. Faut-il interpréter cette endogamie dans le cadre d'une fermeture de la communauté d'origine marocaine à la communauté belge, ou à l'inverse d'une fermeture de la communauté belge à la communauté marocaine ? (tout compte fait, selon le même échantillon, moins de 4 % des Belges bruxellois ont un(e) partenaire d'origine turque ou marocaine). Dans quelle mesure cette endogamie communautaire reflète-t-elle les effets d'un système d'endogamie « sociale » ? Et quelles conclusions pourrait-on tirer d'un tel indicateur⁷ ?

Troisièmement, nous ne disposons pratiquement d'aucunes données permettant de suivre des évolutions dans le temps, surtout à l'échelle d'un espace aussi restreint que le vieux Molenbeek.

Enfin, même à des échelles plus grossières, nous ne disposons généralement que d'une série d'indicateurs isolés juxtaposés, sur la base desquels il est assez facile de construire des interprétations très divergentes.

A titre d'exemple, voici dans le tableau une série d'indicateurs relatifs à la communauté marocaine, tous issus d'une des rares études récentes utilisant des échantillons suffisamment représentatifs. De manière à permettre à chacun(e) d'aller y chercher de quoi nourrir ses thèses (ou ses préjugés), nous les avons rangés en deux colonnes. Les amateurs des thèses communautaristes pourront se contenter de la colonne de droite. Leurs adversaires iront plutôt à la colonne de gauche.

Quelques statistiques issues d'une enquête récente sur la communauté belgo marocaine et belgo turque en Belgique. Pour continuer votre marché, consultez cette note de bas de page⁸.

Qu'on ne se méprenne pas. Notre intention n'est pas de dénigrer l'étude dont sont extraites la plupart de ces statistiques. Que

ces dernières soient ambiguës et contradictoires ne les discrédite pas à nos yeux. Au contraire, cela renvoie croyons-nous au caractère complexe, ambigu et contradictoire des processus dits « d'intégration », qu'on ne peut espérer saisir à partir de termes vagues ou caricaturaux comme ceux de communautarisme et de ghetto.

6. Zoom sur la population belgo marocaine née en Belgique : malaise chez la seconde génération ?

Les statistiques que nous venons d'évoquer proviennent d'une enquête auprès d'une population beaucoup plus large que celle du croissant pauvre bruxellois, et a fortiori que celle du vieux Molenbeek.

Nous voudrions cependant nous arrêter sur un constat apparemment paradoxal qui y est mis en évidence, et qui nous semble assez cohérent avec ce que nous indique notre propre expérience subjective du vieux Molenbeek.

Selon l'enquête, le fait d'être né en Belgique plutôt que d'y avoir migré semble, pour la population belgo marocaine, avoir un effet négatif sur plusieurs indicateurs relatifs à l'inclusion, par exemple :

- sur la probabilité d'avoir un emploi ;
- sur la distance perçue avec les Belges non issus de l'immigration ;
- sur l'adhésion aux valeurs démocratiques ;
- sur l'intérêt accordé à la vie politique ;
- sur la tendance à avoir un cercle d'amis où les musulmans ne sont pas majoritaires.

Quelques statistiques issues d'une enquête récente sur la communauté belgo marocaine et belgo turque en Belgique. Pour continuer votre marché, consultez cette note de bas de page⁸.

Plus de la moitié de la population belgo musulmane ne se rend pas à la mosquée plus d'une fois par mois.	Plus de 95 % de la population belgo marocaine se déclare musulmane.
Moins de 5 % de la population belgo marocaine déclare être principalement influencée dans sa foi par un imam ou un prédicateur.	84 % de la population belgo marocaine consomment toujours halal.
90 % des Belgo Marocains estiment que les tâches ménagères doivent être également réparties entre le père et la mère.	La moitié des femmes belgo marocaines déclarent porter le voile.
La part des Belgo Marocains qui se sent autant belge que marocain a augmenté de 40 % en moins de 5 ans.	La moitié de la population belgo marocaine déclare que sa croyance s'est renforcée.
84 % des Belgo Marocains déclarent se sentir belges au moins autant que marocains.	62 % de la population belgo marocaine se sent fortement ou très fortement liée à son identité d'origine.
66 % des Belgo Marocains utilisent toujours le français ou le néerlandais avec leurs amis.	Moins d'un quart de la population belgo marocaine estime que seule une minorité de ses amis sont de confession musulmane.
86 % des Belgo musulmans pensent qu'une éducation universitaire est aussi importante pour les filles que pour les garçons.	Près de 80 % des Belgo Marocains déclarent ne jamais trouver de justification à l'homosexualité, ou seulement dans certains cas.
A même niveau social, la fécondité des Belgo Marocaines de deuxième génération ne se distingue presque plus de la fécondité belge.	La fécondité des Belgo Marocaines de la deuxième génération reste clairement supérieure à la fécondité belge, et même qu'à la fécondité au Maroc.

De tels constats doivent évidemment être interprétés avec beaucoup de prudence. Ils ne doivent pas être excessivement dramatisés, et ne doivent pas conduire à des généralisations abusives. Il nous semble par contre important de nous y arrêter.

Comment les interpréter ? Paradoxalement, il nous semble qu'on peut y voir le signe, non *d'une inversion* du processus d'intégration au sein de deuxième génération, mais plutôt *de son approfondissement dans un contexte insuffisamment ouvert*. D'une part, les membres de la seconde génération, qui n'ont jamais été dans la position d'extériorité (plus ou moins choisie) du migrant, tendent sans doute plus souvent à se considérer comme membre à part entière de la société belge.

D'autre part, ce changement de leur cadre de référence les conduit à attendre d'être reconnus non comme migrants mais comme membres à part entière de la société, avec tous les droits qui en découlent. Or, cette attente se heurte à de nombreux obstacles, dont de multiples expériences de discrimination.

Par exemple, au cours de leur scolarité, une partie significative des jeunes belgo marocains nés en Belgique se voient refoulés dans des itinéraires d'échec et de relégation. Même si ces parcours renvoient dans une large mesure à des mécanismes de ségrégations socioéconomiques, ils sont souvent vécus comme une ségrégation ethnique, puisque les écoles qui scolarisent des élèves de milieux populaires sont aussi celles qui concentrent les élèves issus de l'immigration.

Plusieurs enquêtes montrent que les personnes d'origine étrangère sont exposées à des risques importants de discrimination sur le marché du travail⁹. L'analyse des niveaux de chômage par niveau de diplôme dans le croissant pauvre bruxellois conforte ce point de vue, plus particulièrement pour les hauts niveaux de diplôme. Dans le croissant pauvre, un Belgo Marocain diplômé du supérieur long a *deux fois plus de chances* d'être au chômage qu'un Belge d'origine ayant le même niveau d'étude.

Or, toutes ces expériences sont vécues dans un contexte d'affaiblissement historique des luttes sociales revendicatives. La gestion bureaucratique et hiérarchisée de l'Etat Providence, la disparition progressive des très grandes entreprises et l'atomisation du salariat rendent désormais plus difficile l'émergence d'une conscience de classe fière tournée vers l'émancipation sociale collective, transcendant et conciliant les différences communautaires. Dans le vieux Molenbeek, nous avons souvent observé la réticence à se voir assimiler à la classe populaire, même pour ceux et celles qui en font manifestement partie. Le penchant à scolariser ses enfants dans des écoles hors du quartier s'inscrit en partie dans cette tendance. A défaut d'espoirs collectifs, reste la réussite individuelle (plus fréquente qu'on ne le dit souvent)¹⁰. Pour les autres, la désillusion nous semble mener bien plus souvent à l'anomie qu'au repli identitaire. Ce dernier peut lui-même prendre des expressions très diverses. Choisir l'une d'entre elles comme grille d'»analyse» de la population (si hétérogène et changeante) du vieux Molenbeek relève de la fainéantise intellectuelle... voire du pompier pyromane. ■

Pierre Marissal,

chercheur en géographie appliquée à l'IGEAT-ULB et **Mohamed Samadi**, formateur au CBAI



[1] Source : recensement 2001 (les choses ont très probablement mûrié depuis cette date). [2] Mouvements migratoires et dynamiques des quartiers à Bruxelles, G. Van Hamme & alii, Brussels studies, 97, mars 2016. [3] Sources : données de l'enseignement obligatoire à Bruxelles CFWB et VG , 2009-2013. [4] Si les implantations qui concentrent le plus d'élèves de faible niveau socioéconomique reçoivent bien des financements additionnels, elles peuvent aussi être confrontées à des difficultés spécifiques. Une étude récente montre ainsi que dans le secondaire, ces implantations fonctionnent avec une part plus forte qu'ailleurs d'enseignants ne disposant pas des titres requis. [5] <http://revueeducationformation.be/include/download.php?idRevue=20&idRes=210> [6] Précisions que nous ne sommes nullement spécialistes de ces questions. [7] A l'adresse de ceux et celles qui seraient tentés d'y voir les bases d'un communautarisme sanglant, précisions que l'endogamie semble tout aussi élevée (et même un peu supérieure encore) dans la communauté turque... [8] Belgo-Marocains, Belgo-Turcs, (auto)portrait de nos citoyens, sous la direction de C. Torrekens et I. Adam, Fondation Roi Baudouin, 2015 www.kbs-frb.be . Les deux dernières statistiques sont issues de données de la BCSS et ont été aimablement transmises par I. Wertz, dans le cadre d'une thèse en cours. [9] Cf. par exemple : Discriminations des étrangers et des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale, A. Martens, N. Ouali, pour l'ORBEM, 2005. www.ulb.ac.be/socio/tef/LivresTEF/Discrimination_ethnique.pdf; The second generation in Belgium, C. Timmerman & alii, International Migration Review, 2003. [10] Cf. par exemple Belgo-Marocains, Belgo-Turcs, (auto)portrait de nos citoyens, op.cit., p. 44.

Le verbe s'impliquer conjugué à toutes les personnes

Ani Paitjan

Devinette : combien d'associations compte Molenbeek ? Pas moins de 1.500, soit une association pour 64 habitants ! Elles ne sont pas toutes également actives, n'empêche qu'elles agissent à leur façon pour tenter d'impliquer les Molenbeekois dans la gestion de leur ville. Avec succès et déboires.

Une besogne de longue haleine qui a débuté dans les années 1970 et qui se poursuit sans relâche depuis. 1.500 asbl pensent, peaufinent, concrétisent des activités et des actions aussi diverses que la population molenbeekoise. Par exemple, dans la rue Bonnevie, des enfants sont absorbés dans une production artistique à partir de plastiques ramassés sur les trottoirs, pendant que des femmes apprennent à rouler à vélo le long du canal. Du côté de la rue du l'Ecole, les habitants rempotent des fleurs pour colorer leur quartier. Les implications citoyennes ne manquent pas et reçoivent souvent le soutien des associations implantées dans le coin. Ecoles des devoirs, associations intergénérationnelles, communautaires, centre de lutte contre l'exclusion sociale, collectifs artistiques, au fil du temps les organisations se sont multipliées et, avec elles, les projets à mettre en place avec les habitants. Loredana Marchi est la directrice de l'asbl Foyer, une des plus vieilles institutions de la ville puisqu'elle existe depuis 1969. « *Dès les années 1980, il y a eu un réseau associatif large. A partir des années 1990, une nouvelle politique publique a tissé sa propre toile associative francophone et néerlandophone avec des maisons de quartier et des centres contre l'exclusion sociale.* » Avec une forte présence de personnes issues de l'immigration, une kyrielle d'organisations communautaires (maghrébines, africaines, roms, etc.) ont également germé, gonflant ainsi le nombre de ces structures.

Carte de la confiance

Rue de la Colonne, les combles d'un ancien bâtiment industriel ont été aménagés en ateliers de création. Mohamed Belhouari, un vieux de la vieille y est coordinateur de l'asbl Notre coin de quartier. Nous lui posons la question qui nous taraude : comment fait-on pour impliquer des citoyens dans la vie de leur commune ? « *Grâce à la confiance. Il faut comprendre que la population molenbeekoise est en grande partie issue d'une classe populaire et maghrébine. Pousser des gens qui viennent de pays où on leur dit « Ferme ta gueule » ne fonctionnera pas. Il faut observer, écouter leur besoin, les encourager à être moins méfiants* », explique-t-il. Aux paroles, il a joint les actes. Avec son équipe, il voulait transformer un terrain vague en parc alors que celui-ci était destiné à devenir un parking. « *On a remarqué qu'ils avaient besoin d'un échafaudage pour rafraîchir la façade de leurs immeubles. Le fait de leur avoir fourni cet outil a permis d'établir un contact. A force de discuter, de les côtoyer, on a obtenu leur confiance. On est alors venu avec notre projet de parc, en insistant sur le fait que c'était bénéfique pour leurs enfants. On a construit, avec les habitants, des petites attractions pour les plus petits et des bancs grâce à des bouts de bois. Finalement, les parents venaient s'installer au parc et discutaient ensemble en-*

dehors des murs de leur appartement. Ils se sont rendus compte qu'eux aussi avaient besoin d'un espace ouvert où ils pouvaient s'exprimer », raconte Mohamed. Face à l'obstination des habitants, la commune a fini par céder et le parking n'est plus maintenant qu'une histoire ancienne.

Laisser faire le temps

Alors que les projets lancés tant dans le domaine de la cohésion sociale que de la culture subsistent parfois seulement le temps d'un quinquennat politique, les associations le répètent : pour gagner la confiance et l'implication des citoyens, il faut cultiver les liens sur la durée, c'est la condition *sine qua non*. Le centre communautaire néerlandophone De Vaartkapoen (Vk) adhère à cette approche. « *Nous avons senti qu'il y avait une demande du public de plus d'interactions qu'une simple fête de quartier qui dure quelques heures. Nous avons donc décidé de mettre en place davantage d'activités qui prennent le temps de s'installer dans le quartier. Le but étant d'encourager la participation : par exemple, les gens peuvent passer le premier jour, par curiosité, voir ce que nous faisons. Le deuxième jour, ils vont peut-être y assister et, le troisième jour, participer et puis s'impliquer* », explique Ellie Severino Fernandes, collaboratrice au Vk. C'est le cas de *Molem ma belle*, un festival culturel qui a battu son plein tout le long du mois de mai sur la Place communale. L'autre objectif du Vk vise à favoriser les activités à l'extérieur. L'association voit juste car l'espace, ou plutôt le manque d'espace, est l'un des bémols de la ville. « *Une commune comme celle-ci a besoin d'infrastructures sportives, d'espaces verts. Avoir l'opportunité de passer du temps paisiblement à l'extérieur ouvre les esprits. Les habitants sont plus enclins à s'investir* », appuie Loredana Marchi.



Je m'implique, tu t'impliques, nous nous impliquons... Photos : © De Vaartkapoen

Femmes et intergénération

Chaque jour, des femmes viennent frapper à la porte de la maison de l'espoir Dar Al Amal. L'immeuble est strictement réservé à la gente féminine. Dans ce foyer, devenir autonome passe tant par l'apprentissage du néerlandais que par le jogging, l'atelier couture ou vélo. Loredana, qui est également présidente de l'association, souligne la nécessité de proposer un panel diversifié d'activités : « *Nous sommes une institution phare parmi les organisations de femmes. Cela fait presque 30 ans que nous sommes installées dans la rue Ribaucourt et notre travail d'émancipation s'est construit au fil de toutes ces années. Nous nous adaptons continuellement en fonction des besoins des femmes du quartier et de la société molenbeekoise. A travers les différents cours, elles apprennent à développer un sens critique, elles prennent conscience qu'elles ont un pouvoir d'action et beaucoup mettent cela à profit, que ce soit dans les projets de quartier ou bien dans la vie scolaire de leurs enfants.* »

Du côté de la rue Vandenboogaerde, le Centre communautaire maritime (CCM) propose des activités intergénérationnelles lors des fêtes de quartier, ou encore lors des apéros du vendredi qui sont des moments d'échange entre différents publics, tout en sirotant une boisson fraîche. Si le CCM compte des dizaines de sympathisants très actifs, les volontaires impliqués au quotidien dans la vie de l'association sont moins nombreux : « *Nous sommes constamment à la recherche de moyens pour encourager d'autres personnes à s'activer* », explique Fabio Checcucci, coordinateur au sein de l'asbl depuis janvier dernier. Lorsque nous demandons les raisons empêchant de faire davantage d'émules, le coordinateur avoue ne pas encore avoir trouvé réponse à l'énigme.

Initiatives individuelles

Certains Molenbeekois n'ont pas attendu les associations pour se lancer dans des projets. C'est le cas d'Ibrahim Ouassari et de son concept Molengeek. Le consultant en informatique de 37 ans est né et a vécu, jusqu'à récemment, dans l'ancienne cité maritime. Pour lui, la ville renferme un réel potentiel économique. A travers Molengeek, il veut encourager les (futurs) entrepreneurs à y créer leurs start-up : « *Durant un an, on a tenu des week-ends de réflexion avec les participants motivés à monter leur propre boîte. Il y avait des jeunes de Molenbeek mais aussi d'autres communes. Pour attirer un maximum de personnes, il faut bouger, ne pas rester dans son petit cadre. On est allés chez Actiris et dans les boîtes d'interims pour parler aux jeunes de notre idée et* »

des services qu'on pouvait leur offrir pour qu'ils puissent eux aussi concrétiser leur projet », explique Ibrahim. Dans la salle de travail, les cerveaux chauffent. Des jeunes sont rivés à leur écran d'ordinateur. Tayyeb en fait partie. A 18 ans tout rond, il travaille sur un ballon émettant de la lumière : accroché à 500 mètres de haut, il serait utilisé en cas de guerre ou de catastrophe naturelle pour signaler sur 5 km de distance la présence d'un camp médical d'urgence aux habitants.

Si Molengeek suscite l'intérêt du pouvoir communal, ce genre d'initiative individuelle reste un cas isolé. Fadila Mezraui, médiatrice à l'école Sainte-Ursule en sait quelque chose. Amoureuse de sa commune, elle ne la quitterait pour rien au monde. Elle s'est mise en tête de verdir son quartier, une résolution personnelle qui a commencé en allant frapper aux portes des voisins. « *Au bout d'un moment, il nous a fallu une aide financière pour acheter pots, terre et plantes. Avec le soutien de l'association Bonnevie, on a pu recevoir de l'argent des pouvoirs publics. Le résultat était magnifique, et le quartier s'est embellie. On a fait une fête et on a invité les politiques. Ils étaient impressionnés* », détaille Fadila. Seulement, la médiatrice le concède : difficile de mener à bien les initiatives citoyennes sans l'appui d'institutions officielles.

Barrières administratives et critères stricts

On l'a dit, les associations font le pont entre habitants et pouvoirs publics, mais il se dresse des barrières administratives parfois difficiles à faire tomber. Selon Olivier Bonny, coordinateur du programme communal de Cohésion sociale au sein de l'association Lutte contre l'exclusion sociale (C.L.E.S) à Molenbeek, « *les termes du dernier appel à projets pour le cycle 2016-2020 faisaient plus de 20 pages et étaient extrêmement exigeants. Ce degré d'exigence amène à se dire que l'appel est aussi formulé pour filtrer les associations les moins solides d'un point de vue stratégie institutionnelle. La Commission communautaire française (COCOF) ne s'en cache pas. Elle répète régulièrement : 'La cohésion sociale, c'est la cour des grands'. Donc elle prône une forme d'élitisme institutionnel rendant la porte d'accès très étroite voire impossible à franchir pour toute une série d'associations émergentes ou plus fragiles.* »

Congolais, Pakistanais, Marocains, la diversité de la ville a entraîné la création d'organisations communautaires désireuses de proposer des actions pour garder un lien avec leurs racines. Or, dans le contexte de radicalisation,



Fadila Mezraui, une boule d'énergie

Pour Fadila, vivre à Molenbeek est un acte de résistance. Alors que d'autres choisissent de quitter la commune une fois que leur situation s'améliore, la quinquagénaire préfère rester, persuadée du potentiel de sa ville. « *Plein de belles choses se passent ici, au niveau culturel des pièces de théâtre sont jouées, au niveau écologique des jardins urbains se mettent en place* », affirme-t-elle enthousiaste.

Médiatrice de l'école primaire Sainte-Ursule, elle fait le pont entre les parents, les professeurs et les élèves.

Entre Molenbeek et Fadila, c'est une histoire d'amour qui dure depuis 50 ans. Débarquée à 3 ans avec ses parents de Tanger, elle a toujours vécu dans cette commune. Un peu nostalgique, elle se rappelle encore d'une époque où Belges, Italiens et Maghrébins se côtoyaient davantage, ses parents passant des après-midi avec leurs amis belges, eux jouant de l'accordéon, sa mère leur servant des petits gâteaux faits maison. « *On manque de cette cohésion maintenant* ».

Enfant, elle était d'un tempérament timide mais elle se révoltait toujours contre les inégalités. Bien des années plus tard, la timidité s'est estompée mais la soif de justice est restée vive.

Fadila a été engagée au sein de l'école Sainte-Ursule au moment où il était devenu indispensable « *d'ouvrir les portes de l'établissement aux parents* ». Son travail : établir la confiance entre élèves, parents, professeurs, maisons de quartier et nouer des liens de communication entre tout ce petit monde. Pas une mince affaire... La charge de travail est monumentale. D'ailleurs, la médiatrice ne compte pas ses heures. Elle n'hésite pas à rester tard le soir à attendre un père incapable de se libérer plus tôt : « *Parfois il faut faire des concessions* ». Une implication qui donne des résultats : au conseil des parents, par exemple, de plus en plus de mamans et papas s'engagent dans la vie scolaire des enfants.

A côté de son travail chargé, la médiatrice consacre ses week-ends à répéter une pièce avec les femmes de l'asbl Dar Al Amal, où « *des générations de femmes y parlent de mariages et d'émancipation* ». Une boule d'énergie sans cesse en mouvement.

Quand on évoque de nouveau Molenbeek et son image ternie, elle n'y va pas par quatre chemins : « *Il y a des dysfonctionnements. Mais il faut agir quotidiennement pour son quartier même à petite échelle, pour rendre la commune toujours meilleure. Tous les habitants peuvent le faire* ».



© Massimo Bortolini

le mot « communautarisme » crispe les politiques. Dans les projets de cohésion sociale, l'accent est notamment mis sur le critère de la mixité (de genre, culturelle, sociale et intergénérationnelle). Une notion qui peut justement empêcher parfois la cohésion sociale. D'après Sarah Turine, échevine molenbeekoise (Ecolo) en charge de la Jeunesse et de la Cohésion sociale, « *la mixité, on en rêve tous, mais en même temps ça ne se décrète pas. Les jeunes et la question identitaire par exemple. Ils se sentent menacés dans ce qu'ils sont et ont donc du mal à aller vers l'autre. Même chose au niveau des femmes. Les projets qui concernent uniquement celles-ci ont de plus en plus de mal à trouver un financement dans le cadre de la cohésion sociale parce que le pouvoir subsidiant impose la mixité. Or il est important qu'elles disposent d'endroits de socialisation entre elles pour d'abord retrouver une certaine confiance, parler de sujets qui pourraient être tabous dans un groupe mixte. Il y a donc des étapes préalables nécessaires à franchir. Par ailleurs, ce constat n'empêche pas les espaces de rencontres mixtes.* »

Oser écouter

A cela s'ajoute la sempiternelle question de l'argent. Alors que le Premier ministre Charles Michel a débloqué 400 millions d'euros à destination du sécuritaire, les associations voient les subsides publics structurels rétrécir comme peau de chagrin. Pour Mohamed Belhouari, c'est au contraire en travaillant avec les citoyens aux niveaux social et culturel que l'on peut leur faire prendre conscience à l'importance du bien vivre ensemble. La diminution des financements amènent également des situations peu confortables entre associations : « *Dans le réseau associatif, il est commun de faire des partenariats entre nous. Autrefois, il s'agissait de fédérer des publics divers et des compétences variées pour mener à bien nos ambitions. Maintenant, je constate qu'il arrive fréquemment aux asbl d'entrer en concurrence afin de décrocher un appel à projet, ce qui n'est pas du tout normal. La compétition n'a rien à voir avec l'essence même des associations* », regrette Loredana Marchi.

Au fil des rencontres, les organisations s'entendent toutes sur un point : les politiques ne les écoutent pas, plus ou peu. Finalement, ne faudrait-il pas tendre l'oreille en direction d'une société civile qui côtoie quotidiennement les citoyens et oser leur laisser une marge de manœuvre plus large ? ■

Ani Paitjan

Être de Molenbeek

Laurent Licata et Audrey Heine

Dans cette contribution, nous ferons référence à des théories de psychologie sociale et interculturelle en vue d'identifier les réactions susceptibles d'être déployées par « les jeunes des quartiers » en situation de rejet. Nous décrirons aussi comment le contexte peut influencer, voire déterminer, ces réactions.

Ll actualité politique récente et son traitement médiatique ont stigmatisé certains quartiers populaires bruxellois et leurs habitant-e-s. Ainsi, le ministre de l'Intérieur, Monsieur Jan Jambon, a déclaré, après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, qu'il allait se charger personnellement de « *nettoyer Molenbeek* », une déclaration qui n'est pas sans rappeler le registre sémantique tout aussi sanitaire mobilisé par Nicolas Sarkozy quand il avait annoncé : « *On va nettoyer au Kärcher la cité* » à la Courneuve, dix ans auparavant. Cette stigmatisation des habitants de Molenbeek s'est exacerbée après les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles. Ainsi, même si des précautions ont été prises dans les médias et les discours politiques pour « éviter les amalgames », l'interprétation de ces événements en termes presque exclusifs de défaut d'intégration de la part des personnes issues de l'immigration « musulmane », ainsi que la focalisation sur le « problème molenbeekois », ont significativement amplifié le malaise.

Discriminations plurielles

Ces insultes, directes ou indirectes, explicites ou implicites, à caractère raciste, xénophobe et/ou islamophobe, ne sont pas nouvelles. En effet, cela fait des années que les rapports nationaux et internationaux¹ pointent du doigt la montée de la discrimination et des inégalités sociales dont sont victimes les personnes issues de l'immigration et particulièrement les jeunes. En Belgique, les personnes issues des immigrations marocaine et turque font partie des groupes minoritaires les plus stigmatisés et discriminés. Les jeunes issus de l'immigration sont les premiers concernés ; ils sont victimes d'inégalités dans le domaine de l'éducation et sur le marché du travail. A l'école, les recherches montrent qu'ils se trouvent confrontés à des phénomènes de ségrégation et de relégation scolaire. Ainsi, ces élèves éprouvent plus de difficulté à pouvoir s'inscrire dans de « bonnes » écoles. De plus, ils sont plus souvent réorientés dans des filières techniques et professionnelles que les élèves d'origine belge ou européenne. Ces phénomènes ont des répercussions sur les trajectoires scolaires des élèves². Leur insertion professionnelle, à l'instar de la scolarité, constitue une source de difficultés. Ainsi, la stabilisation dans l'emploi est plus forte chez les jeunes Belges que chez les jeunes d'origine étrangère (surtout non européenne). Au contraire, la fixation dans le chômage concerne beaucoup plus ces derniers, et surtout les filles. Les musulmanes sont celles qui subissent le plus de discriminations à l'embauche³.

Ce climat hostile à l'égard des immigré-e-s de confession musulmane, qui s'est amplifié avec les attentats, a des répercussions sur le développement personnel et social des « jeunes des quartiers ». En effet, ceux-ci ne sont pas naïfs ; ils perçoivent les stéréotypes et les préjugés

dont ils sont la cible. Dès lors, il convient de s'interroger sur la façon dont ils peuvent réagir à la perception de la discrimination et des inégalités.

Des jeunes entre deux cultures

Des recherches portant sur les orientations d'acculturation des jeunes issus de l'immigration turque et marocaine en Belgique ont révélé l'importance des processus d'exploration culturelle et d'engagement envers le groupe culturel d'origine. Ainsi, il apparaît que ces jeunes accordent une grande importance au maintien de la culture d'origine de leurs parents ou grands-parents et de la religion musulmane. L'identification religieuse joue d'ailleurs un rôle dans leur engagement pour une reconnaissance politique de leur religion. Ainsi, les jeunes musulman-e-s d'origine turque et marocaine qui font l'expérience de la discrimination et qui s'identifient fortement comme musulman-e-s sont ceux qui s'engagent le plus pour une reconnaissance politique de l'islam et pour défendre les valeurs islamiques⁴.

Mais il a également été démontré qu'un haut niveau de religiosité prédisait une identification plus élevée comme citoyen du monde que chez d'autres immigré-e-s non musulman-e-s (qui s'identifient alors principalement à l'Europe). De la

même façon, l'attachement au groupe culturel n'exclut pas l'attachement au pays d'accueil.

Ainsi, des recherches ont montré que les membres de groupes minoritaires peuvent présenter une identité duelle (identification à ces deux groupes) et que cette double identité est associée à une plus grande volonté des individus de s'engager dans le contact entre groupes.

L'attachement au groupe culturel n'exclut pas l'attachement au pays d'accueil.

A cet égard, les recherches de psychologie interculturelle suggèrent que, le plus souvent, les individus combinent leurs multiples appartenances et présentent des postures hybrides (un peu d'ici, un peu de là-bas) permettant de contenter la famille et la communauté culturelle ainsi que les institutions représentant la société d'accueil (école, travail, etc.), ainsi que le contact avec les membres d'autres groupes culturels.

Besoin d'identité sociale positive

Les individus ont besoin d'avoir une identité sociale positive car les appartenances sociales participent intimement à la construction de leur identité personnelle. L'appartenance à un groupe joue donc un rôle important dans la vie sociale d'une personne, en particulier si elle s'y identifie fortement. C'est à travers la comparaison entre son groupe d'appartenance et d'autres groupes que les individus peuvent définir l'image de leur groupe et, ce faisant, à évaluer son statut relatif. L'estime de soi d'une personne dépend indirectement de ce processus : si son groupe d'appartenance se compare favorablement à un autre groupe sur une dimension qui lui semble importante (la compétence, la sociabilité, ou la moralité, par exemple), cette comparaison sera favorable à l'estime de soi ; l'inverse se produira si la comparaison tourne au désavantage de son groupe d'appartenance. Que se passe-t-il alors lorsque l'identité du groupe d'appartenance est menacée (parce que stigmatisée, cible de stéréotypes et de préjugés, ...), comme elle semble l'être actuellement pour les habitants de Molenbeek ? La théorie de l'identité sociale, développée par Tajfel et Turner, suggère que les individus vont alors mettre en œuvre des

stratégies identitaires en vue d'atteindre ou de récupérer une identité sociale positive. Ces stratégies peuvent être initiées par l'individu ou par le groupe et prendre différentes formes. Celles-ci dépendent en grande partie du contexte social, ou plus précisément de la manière dont il est perçu.

Influence du contexte social

Trois dimensions de la représentation de la situation vont jouer un rôle important. Tout d'abord, la perception de la *stabilité de la structure sociale*. Dans ce cas, les membres du groupe désavantagé considèrent qu'il est peu probable que la structure sociale se modifie dans un avenir proche. Au contraire, la situation peut être perçue comme instable. La deuxième dimension est la perception de *légitimité de la structure sociale*. Généralement, les groupes dominants ont le pouvoir de diffuser – et parfois d'imposer – des idéologies qui justifient la structure sociale qui les avantage, de manière à convaincre les membres des groupes désavantagés que l'inégalité est juste. Mais cette légitimité peut être contestée. Enfin, la troisième dimension, la perception du degré de *perméabilité des frontières intergroupes* joue un rôle important. Les frontières intergroupes peuvent être considérées comme perméables si les membres du groupe désavantagé ont l'impression qu'il est possible de quitter ce groupe afin de gagner un groupe plus avantageux, ou imperméables si le passage d'un groupe à l'autre n'est pas envisageable.

Les stratégies adoptées afin d'acquérir ou de maintenir une identité sociale positive seront très différentes en fonction de la perception de la situation sociale sur ces trois dimensions. Ainsi, lorsque la situation sociale est perçue comme



étant stable et légitime, et que la frontière intergroupe est perméable, il est probable que les membres d'un groupe souffrant d'une identité sociale négative adopteront des stratégies *individuelles* comme la mobilité sociale (rejoindre un groupe plus prestigieux) ou la comparaison avec des membres de l'endogroupe avantageuse pour soi, afin d'obtenir une identité plus satisfaisante par comparaison sociale.

Par contre, lorsque la situation est perçue comme étant instable, illégitime, et que les frontières intergroupes sont jugées imperméables, les membres du groupe désavantagé s'engageront probablement dans des stratégies *collectives*. Celles-ci peuvent prendre la forme d'actions symboliques visant à améliorer la réputation du groupe ; on parle alors de créativité sociale. On peut le faire, par exemple, en changeant la dimension de comparaison entre groupes de manière à ce que celle-ci aboutisse à une conclusion

Les stratégies individuelles

Si l'on applique cette approche théorique à la situation de stigmatisation sociale que vivent actuellement les jeunes de Molenbeek, on peut anticiper plusieurs stratégies. Les jeunes qui ne remettent pas en question la légitimité de la société dans laquelle ils vivent et/ou qui n'anticipent aucun changement significatif à court terme peuvent choisir de prendre de la distance par rapport au groupe qui pâtit d'une image sociale négative. De nombreux jeunes, probablement la plupart d'entre eux, choisissent cette voie. Ils tentent d'améliorer la situation économique et la réputation sociale d'eux-mêmes et de leurs proches en faisant des études, en trouvant un emploi, et en s'investissant dans le travail ou d'autres activités constructives.

C'est un phénomène que l'on observe fréquemment dans des contextes variés. Ainsi, les Afro-Américains de la classe moyenne ont tendance à « quitter le ghetto ».



© Massimo Bortolini

plus favorable. Par exemple, si le groupe d'appartenance est jugé moins compétent ou moins performant dans le domaine économique, ses membres peuvent faire valoir leur supériorité dans le domaine de la sociabilité – « *Nous sommes plus chaleureux que vous* » - ou de la moralité – « *Nous sommes plus purs que vous* ». Les stratégies collectives peuvent toutefois prendre des formes plus conflictuelles si les membres du groupe désavantagé s'engagent dans des actions visant à modifier la structure sociale existante. On parlera alors de compétition sociale. Cette stratégie ne prend pas forcément la forme d'affrontements violents, mais elle implique le conflit entre groupes.

Cette stratégie a parfois été décrite comme une sorte de trahison par rapport au groupe d'origine. Cependant, les approches axées sur l'acculturation des minorités culturelles sont moins catégoriques ; elles montrent qu'il est tout à fait possible de combiner un haut niveau de maintien de la culture d'origine, ainsi que des contacts étroits avec les membres de cette communauté, et une participation forte à la société d'accueil, notamment dans le domaine professionnel. C'est d'ailleurs ce que l'on observe le plus souvent. Il est important de noter que le succès de ces stratégies individuelles de mobilité sociale ascendante dépend très fortement des possibilités offertes par la société d'accueil. Si le jeune rencontre la discrimination

au long de ce parcours – par exemple, s'il/elle se sent injustement relégué-e dans une orientation scolaire qui ne lui correspond pas, ou si l'accès lui est refusé malgré ses qualifications –, cette stratégie sera mise à mal. Cela remettra également en cause sa perception de la légitimité d'une société qui discrimine, et l'orientera potentiellement vers des stratégies collectives.

Les effets délétères de la discrimination sur le bien-être psychologique et sur la santé physique sont bien documentés. De plus, il a été démontré que le sentiment de discrimination tend à renforcer l'identification au groupe ethnique et à la religion et diminue l'identification au pays d'accueil. En effet, en situation de rejet, le groupe d'appartenance peut constituer une sorte de refuge affectif car il procure un soutien social aux individus. Dans cette perspective, l'identification au groupe culturel minoritaire permettrait de protéger les individus des effets néfastes de la discrimination sur leur bien-être psychologique : plus les individus perçoivent de la discrimination envers leur communauté, plus ils s'y identifient et se distancient de la société d'accueil.

Les stratégies collectives

Des stratégies collectives peuvent également être adoptées. Certaines – dites de créativité sociale – visent à améliorer l'image du groupe d'appartenance. Bien que cette démarche soit également éminemment personnelle, les personnes musulmanes qui sont venues se recueillir à la Place de la Bourse après les attentats du 22 mars, et qui ont laissé des messages de soutien « en tant que musulman-e-s » posaient également un acte symbolique fort car elles marquaient par là leur distance par rapport à la catégorie sociale des terroristes, délégitimant ainsi la prétention de ces derniers à représenter l'islam. La marche contre la terreur et la haine du 17 avril, lors de laquelle une partie du cortège est partie du centre de Molenbeek, illustre encore mieux l'action collective dans un registre symbolique.

De nouveau, la réponse de la société a toute son importance. En déclarant qu'« une partie significative de la communauté musulmane a dansé à l'occasion des attentats » quelques jours plus tard, Jan Jambon, une fois de plus, envoyait lui aussi un message fort aux personnes musulmanes qui ont participé à ces marches et, de manière encore plus flagrante, à celles qui ont été victimes des attentats, ou qui ont contribué à gérer la crise qu'ils ont déclenchée, car il réaffirmait ainsi l'association entre la communauté musulmane et la violence terroriste. Lorsque les membres d'un groupe social s'engagent dans une stratégie collective visant à améliorer l'image de leur groupe – bien que leur démarche ne puisse se réduire à cette seule dimension –, et qu'ils le font de manière constructive et respectueuse du cadre normatif de la société, il est important que leur démarche soit reconnue.

Enfin, lorsque les membres d'un groupe désavantagé perçoivent la situation comme illégitime et instable, et que toute issue leur semble irrémédiablement bouchée, ils peuvent également s'engager dans des stratégies de compétition sociale. La probabilité que celles-ci prennent un tour violent et contre normatif est plus élevée si le cadre sociétal ne permet pas à des stratégies non violentes et normatives de s'exprimer et d'être entendues.

Cette analyse, basée sur la théorie de l'identité sociale, suggère que les politiques peuvent agir à différents niveaux, que l'on peut organiser en fonction des trois dimensions de définition de la situation sociale que sont la stabilité et

la légitimité du système, ainsi que la perméabilité des frontières intergroupes. La mesure la plus urgente et la plus évidente est de réparer l'ascenseur social ; de permettre aux jeunes de se projeter dans un avenir meilleur et de réaliser leurs projets. Bien sûr, on ne résoudra pas la crise économique en un

claquement de doigts, mais on peut très certainement lutter plus efficacement contre la discrimination. Celle-ci agit aussi bien sur la perception d'imperméabilité des frontières entre groupes que sur la perception de légitimité du système. Dans ce domaine, les initiatives qui se cantonnent dans un registre symbolique, comme la promotion de la diversité ou du vivre ensemble, ne suffisent pas ; elles ne peuvent être efficaces si le système reste concrètement inégalitaire.

D'autre part, il est important que les démarches collectives puissent s'exprimer dans un cadre normatif. Pour cela, il faut que le cadre normatif le permette. Cela ne signifie pas que toute revendication collective de la part de minorités culturelles devrait être systématiquement acceptée, mais bien plutôt qu'il devrait exister un cadre dans lequel ces revendications peuvent être entendues et discutées. Lorsqu'une revendication ou une demande est écoutée, discutée, puis éventuellement refusée, l'interlocuteur, même insatisfait, se sent respecté. Lorsque les représentants de la société ne prennent pas la peine d'écouter ou de répondre, il se sent méprisé. Le sentiment d'être méprisé alimente la rancœur envers une société perçue comme injuste et inspire des stratégies destinées à remettre en cause la stabilité du système. Est-ce vraiment le modèle de relations interculturelles que nous souhaitons ? ■

La mesure la plus urgente et la plus évidente est de réparer l'ascenseur social.

Laurent Licata et Audrey Heine

Centre de Recherche en Psychologie Sociale et Interculturelle, Université libre de Bruxelles

[1] Voir notamment les rapports annuels du Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme. [2] L'étude PISA (2003, 2006, 2009 et 2012) montre, par exemple, une différence de performance significative entre les natifs et les élèves issus de l'immigration, ces derniers étant plus faibles dans un certain nombre de matières (Jacobs, Rea, Teney, Callier & Lothaire, 2009).

[3] Voir Ouali, N., & Ceniccola, P. (2012). Étude sur la discrimination à l'égard des immigrés et des personnes issues de l'immigration en Belgique et en Wallonie. *Une analyse des positions sur le marché du travail wallon selon le genre et la nationalité*. Bruxelles : METICES, ULB. [4] La plupart des recherches évoquées ici sont référencées dans notre ouvrage Licata, L. Et Heine, A. (2012). *Introduction à la psychologie interculturelle*. Bruxelles: De Boeck.

Urgence emploi

Nathalie Caprioli

Au moins 13.000 chômeurs à Molenbeek, soit 28 % de la population active. L'accès au marché de l'emploi est bloqué. Un blocage notamment lié aux formations inadéquates et à la discrimination à l'embauche. Après avoir convenu également qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tous, on fait quoi ?

“J e me voyais déjà en haut de l'affiche... mais je vends des fishes”.

Fouad le comptable, également “diplômé en entretiens ratés”, craque : cinq mois de loyer en retard. Lui et ses amis de galère, Cathy, Ben et Yvan, sont prêts à se brader sur le marché de l'emploi... à moins qu'ils ne basculent dans la criminalité. Mise en scène par Metioui Farid, la comédie “Plus jamais pauvre” dénonce la crise de l'emploi, les discriminations à l'embauche, les apnées quotidiennes.

Ces personnages à la marge, on les retrouve en vrai à la permanence de l'échevin de l'Emploi, Ahmed El Khannouss (cdH), lui-même à l'initiative de la pièce qu'il veut d'utilité publique... même si l'on en ressort le moral un peu plombé, faute de perspectives. Tous les jeudis, des Molenbeekois défilent dans le bureau d'A. El Khannouss qui, sans leur donner de faux espoirs, les oriente vers des solutions ou des leviers. L'un est radié depuis quatre ans du registre de la population, une négligence qui le fait tomber dans les oubliettes de la société; deux autres copains cherchent du travail, la vingtaine, porteurs d'un diplôme du secondaire inférieur et d'une lassitude évidente. “De toutes façons, avec mon nom, la STIB ne va pas m'engager...” Quoi ? La STIB, une des entreprises exemplaires dont les quelque 8.000 employés incarnent la diversité de Bruxelles, se mettrait soudain à discriminer à l'embauche ? Pas vraiment. Le jeune traîne un boulet autrement plus lourd que son origine : le même nom qu'un des gars impliqué dans les attentats du 13 novembre à Paris. Il se croit grillé.

En Région Bruxelles-Capitale, Molenbeek est la deuxième commune qui détient le taux de chômage le plus élevé, après Saint-Josse. La moyenne régionale atteint les 20 %, tandis que celle de Molenbeek grimpe à 28 %, avec un pic de 50 % chez les moins de 26 ans. Autrement dit, un jeune Molenbeekois sur deux n'a pas d'emploi.

Derrière les chiffres

Les raisons de ce chômage massif sont multiples. Selon l'échevin, « il y a d'abord une inadéquation entre la formation des jeunes demandeurs d'emploi et l'offre. La Région bruxelloise est devenue une zone de services qui nécessite des compétences particulières, dont la maîtrise des langues, laquelle fait défaut chez les jeunes. Ensuite, le problème de la discrimination à l'embauche est souvent sous-estimé. » Et de remonter à 2005, à l'étude de référence des deux sociologues Nouria Ouali et Albert Martens qui, à l'échelle de la Région, avaient démontré l'ethnostratification du marché du travail, à savoir « le phénomène de la répartition « ethnique » des emplois, des statuts et des salaires »¹. Concernant le chômage, ils avaient déjà observé qu'il était plus élevé tant en nombre et en durée pour les jeunes hommes marocains, turcs et subsahariens, qu'ils soient devenus belges ou non.

Des politiques de la carotte ont encouragé les entreprises à engager « la diversité », tout en prévoyant des outils pour dénoncer les discriminations. Onze ans plus tard, qu'est-ce qui a changé ? L'échevin d'aujourd'hui était à l'époque attaché du ministre régional de l'Economie et de l'Emploi : « Je caricaturais avec ironie que le gouvernement payait les entreprises qui discriminent pour qu'elles respectent la loi. Après le boom démographique [entre 1995 et 2015, la commune est passée de 68.000 à 95.000 habitants], il est difficile de chiffrer l'impact de ces politiques. Néanmoins, je l'observe au quotidien à travers mes fonctions : nous sommes restés dans la même situation. » Laurence Comblain, directrice de la Mission locale depuis plus de trois ans, mais travaillant dans le secteur depuis vingt ans, le confirme : « Le degré d'urgence s'accentue ».

Des politiques de surplace

Une urgence qui soulève une question : quand les politiques auront-ils le courage de légiférer pour poursuivre efficacement les personnes qui discriminent ? Ahmed El Khannouss prolonge : « Il est temps aussi que les politiques disent, en toute honnêteté, qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde. Il faut adapter l'accompagnement et sortir du champ répressif qui vise à exclure les demandeurs d'emploi, en tous cas ceux qui font des efforts pour se former et essayer de trouver un travail. Tous les partis politiques ont leurs responsabilités en jeu. Sanctionner signifie accroître la précarité et la pauvreté. Ce qu'on ne donne pas aujourd'hui dans la formation et l'accompagnement, il faudra le donner dans la justice et la police. Des choix de société qui peuvent devenir préjudiciables. » D'autant que les politiques « d'activation », sans parler des exclusions, sont infructueuses. Laurence Comblain : « Il est vrai qu'un gros contingent de chômeurs de longue durée sont arrivés à un stade où ils ne bougent plus. Leur réaction

est humaine : ils sont découragés et n'ont plus envie de chercher. Le plan d'activation mis en place par Joëlle Milquet prévoit qu'il faut envoyer huit lettres par mois et se présenter chez des employeurs. Certes, une minorité s'est activée en reprenant espoir. Mais la grande majorité a transformé le plan d'activation en une chasse aux preuves. »

D'un côté, l'échevin au franc-parler a cette lucidité de déclarer que le plein-emploi est derrière nous, mais de l'autre il soutient une flopée de formations pour essayer de caser les gens dans des postes... qui n'existeront jamais pour tout le monde. On tourne en rond ? El Khannooss : « *Il n'y a pas de contradiction. Il faut impérativement que nous utilisions les outils à notre disposition, dont la formation. Mais j'insiste : les formations qui n'aboutissent à rien, je n'en veux pas !* » Sauf que ce n'est pas toujours évident de programmer l'impact positif d'une formation. Selon Laurence Comblain, « *pour trouver la niche d'employeurs et des subsides qui permettront d'organiser la formation, pour recruter ensuite les candidats infraqualifiés qui suivront cette formation, il faut parfois deux ans. Et en deux ans, le marché peut avoir changé.* »

Confusion possible

Le dispositif d'accueil et d'accompagnement des chercheurs d'emploi est décentralisé, avec notamment la Mission locale, Molenbeek Formation, la Maison de l'Emploi, l'antenne Actiris, le CPAS, le Centre d'entreprises, auxquels s'ajoutent des asbl. Une pelote serrée à dénouer, si bien que le commun des mortels se demande souvent par quel bout commencer, pour peu qu'il soit informé que cette « pelote » existe. Laurence Comblain admet que « *c'est un peu compliqué de s'y retrouver* ». Illustration : alors que Molenbeek Formation a pour vocation d'octroyer des formations qualifiantes, la Mission locale a pour particularité, outre l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'emploi, de développer des projets innovants en économie sociale. « *Nous avons une cellule technique qui emploie des travailleurs PTP [Programme de transition professionnelle], financés par le fédéral via Actiris : des contrats de six mois renouvelables quatre fois maximum. C'est de la formation par le travail, en rénovation de bâtiment et en pavage. Il y a aussi le restaurant social ciblant les PTP et les articles 60 mis à disposition par le CPAS.* »

On peut comprendre l'enjeu de la décentralisation quand on sait par exemple que la mission locale recevait 5.600 demandeurs d'emploi par an. « *Aujourd'hui, nous visons un accompagnement plus long et plus qualitatif. Les douze*

conseillers de la Mission locale voient passer environ 1.500 Molenbeekois en un an. » Les autres sont orientés selon leur profil vers différents services cités plus haut, en sachant que ces derniers n'absorbent pas tous les demandeurs. Pour une partie de ceux qui ne viennent pas d'eux-mêmes, Laurence Comblain explique : « *Les jeunes infraqualifiés en recherche fonctionnent peu avec des rendez-vous. Du coup, on met en place d'autres projets dans le cadre de contrats de quartier avec une asbl. Un éducateur sort alors en rue pour établir le premier lien avec ceux qui n'arrivent pas jusqu'à la Mission locale.* » C'est avant tout de l'accompagnement administratif (domiciliation à refaire, réinscription à la mutuelle, etc.) auquel s'ajoute parfois des problèmes de toxicomanie.

Miser sur la formation n'est pas la solution mais une des



© Massimo Bortolini

solutions. D'ailleurs, des jeunes ne veulent plus entendre parler de formation, deux mois c'est déjà trop pour eux. D'autres s'accrochent par effet de mode. Laurence Comblain a ainsi remarqué que la population s'est rajeunie dans la formation cuisinier et commis de salle. « *Je vous assure que c'est lié à l'émission Top Chef !* » Mais de retour à la vie réelle, une fois en stage, en services coupés, les ingénus décrochent vite. ■

Nathalie Caprioli

[1] Albert Martens et Nouria Ouali, *Discriminations des étrangers et des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale*, Recherche dans le cadre du Pacte social pour l'emploi des Bruxellois, janvier 2005, pp. 77-78.

Pourquoi les Japonais ne visitent pas Molenbeek ?

Pascal Majerus

Ce n'est un secret pour personne : les touristes et voyageurs étrangers séjournant à l'hôtel Meninger, situé dans les anciennes brasseries Bellevue, tournent délibérément le dos à Molenbeek. Aussitôt installés, ils retraverseront le canal pour se précipiter vers les attractions du centre. Leur séjour se déroulera principalement autour de la Grand-Place ou dans les musées du haut de la ville, et rares sont ceux qui partiront à la découverte de Molenbeek.

dossier

In'est pas inutile de rappeler qu'il y a un siècle, l'attitude des visiteurs de la brasserie aurait été très différente. Ils auraient certainement emprunté les ruelles pavées de la commune pour visiter une de ses innombrables usines et ateliers. S'il n'y avait pas plus de touristes à Molenbeek qu'aujourd'hui, la commune constituait alors un pôle industriel important. Les rues résonnaient du bruit des marteaux, des machines et des turbines animant un quartier bouillonnant d'activités connu comme le petit Manchester.

Suite à la désindustrialisation de ces quarante dernières années, l'ambiance est toute différente sur les bords du canal. Ceux qu'on y rencontre ne sont plus les ouvriers d'hier et les machines se sont tuées. Mis à part le passionné d'histoire industrielle ou sociale, il y a pour la grande majorité des voyageurs étrangers peu d'intérêt à visiter des quartiers périphériques sinistrés sans grands musées ou monuments significatifs. Cette indifférence touristique n'est d'ailleurs pas l'apanage de Molenbeek, et des communes comme Anderlecht ou Berchem attirent tout aussi peu d'attention. Mais à la différence de celles-ci, Molenbeek a récemment acquis une réputation mondiale faisant de cette commune un Raqqa européen et le lieu focalisant tous les dangers. Dans cette perspective, comment attirer les visiteurs (et pas seulement les Japonais), de l'autre côté du canal ?

Pourquoi visiter Molenbeek

Il faut peut-être préciser que la commune, contrairement à l'idée reçue, a beaucoup à offrir aux visiteurs. Située à deux pas du centre, on y trouve un patrimoine industriel important, mais aussi le parc du Scheutbos, site semi naturel précieux en biodiversité, l'église Saint-Jean-Baptiste érigée en béton par Joseph Diongre et bien sûr La Fonderie et son musée. La vie culturelle y est particulièrement riche et recouvre de nombreux domaines. La Maison des Cultures et de la cohésion sociale, Charleroi Danse ou le VK sont des vecteurs majeurs de la culture bruxelloise ; avec une population de près de 95.000 personnes dont 41 % ont moins de 20 ans, Molenbeek est la troisième commune la plus jeune de Belgique !

Contrairement à l'idée reçue, de très nombreux visiteurs étrangers passent par Molenbeek, mais ne sont pas comptabilisés dans les statistiques du tourisme : dans une commune aussi multiculturelle, les familles et amis se visitent et le monde entier passe par la place

communale. Car selon la définition du Larousse, le touriste « *est une personne qui voyage pour son agrément* ». Même si ces visiteurs n'achètent pas toujours de cartes postales.

Absente des guides

Pour le touriste étranger en visite à Bruxelles, franchir le canal n'est pas facile. Il y a bien sûr le manque d'intérêt pour visiter une commune sans monuments significatifs, mais aussi la peur liée à un quartier réputé dangereux. On a beau chercher sur le site de Visit Brussels, organe officiel du tourisme bruxellois, on ne trouve aucune incitation à explorer cette partie de la ville. Il est vrai que le tourisme est avant tout une industrie rentable et que Molenbeek n'apporte aucune plus-value en ce domaine. *Open tour* propose bien un circuit en car le long du canal, mais c'est pour découvrir « le vieux Bruxelles », sans proposer d'arrêt à la Chaussée de Gand. Conséquence, le touriste ne descend pas à Molenbeek, parce qu'on ne lui en parle pas. Même le Guide du routard est muet sur cette partie de la ville. Conséquence, si *Trip advisor* engrange sept remarques de touristes étrangers sur La Fonderie et son musée, c'est dérisoire par rapport aux 881 du Musée des Beaux-Arts, aux 1170 de la Maison Horta ou aux 2400 du MIM.

Mais les attentats ont tout changé. La focalisation sur Molenbeek suite aux attaques de Paris et Bruxelles n'a pas amélioré l'image déjà très négative d'une commune pauvre. Le lieu est aujourd'hui internationalement connu grâce à la presse mondiale, et sa réputation est devenue sulfureuse. Dernièrement, j'étais dans un commissariat français pour un incident de roulage ; un homme qui venait d'être cambriolé

se plaignait à un policier en affirmant qu' « Amiens était devenu pire que Molenbeek » !

Une image à redorer

Pourtant, des efforts ont été faits ces dernières années pour améliorer l'image de Molenbeek. La nouvelle majorité a créé un échevinat du tourisme, très actif, mais qui dans la situation actuelle apparaît assez surréaliste. Si l'opération « Molenbeek métropole culturelle » en 2014 n'a pas eu le succès escompté, elle a eu le mérite de mettre en avant une série d'initiatives et de créer une visibilité culturelle pour la zone canal. N'oublions pas que la rive occidentale est aujourd'hui fort prisée grâce à des magasins de luxe (Home dépôt), mais aussi un nouveau musée, celui des arts de la rue, le Mima, se profilant comme un lieu culturel incontournable.

A noter qu'un phénomène est en train de voir le jour : depuis les attentats, un nouveau type de tourisme se développe, directement lié au matraquage médiatique. Un tourisme « noir », celui de visiteurs cherchant les émotions fortes en prenant en photo les maisons d'Abdeslam ou de la boulangerie d'Abrini, comme ils pourraient visiter Tchernobyl ou les sites du Troisième Reich. Mais aussi un autre type de visiteurs se situant dans un tourisme plus responsable, étranger ou non, qui ne s'arrête pas aux définitions rapides. En individuel, en tours guidés ou avec des « greeters » (bénévoles qui baladent les touristes avec un habitant), ils viennent pour essayer de comprendre ce qui s'est passé. Certains sites comme *The Culture Trip* vantent maintenant Molenbeek comme lieu de visite indispensable lors d'un passage à Bruxelles.

Cette notoriété est-elle bénéfique ? Tout dépendra de la façon dont elle sera gérée. A la Fonderie, au cœur de ce quartier à problèmes, nous voulons avant tout être un musée

à vocation régionale, avec une action locale. Notre ambition est de parler d'histoire, et nos visites guidées donnent des clés de lecture pour comprendre les difficultés présentes. Quatre de nos parcours parlent du passé de Molenbeek et de son développement. Notre action de proximité a comme objectif de faire découvrir leur environnement immédiat à ceux qui y vivent. Nous voulons répondre à diverses attentes (alphabétisation, citoyenneté, sensibilisation aux techniques, à l'industrie, aux arts appliqués, aux métiers) en adéquation avec nos préoccupations et répondre ainsi à notre mission de démocratisation de la culture. Tant mieux si des touristes étrangers viennent nous rendre visite. S'ils ne constituent pas un public prioritaire pour nous, nous les accueillons avec beaucoup de chaleur.

Il y a certainement un autre tourisme à privilégier, à Molenbeek comme à Bruxelles, plus authentique, plus multiculturel aussi. Notre musée a certainement un rôle à jouer dans cette nouvelle donne. Un musée est avant tout un lieu de rencontre, et autant nos expositions que nos parcours ou notre programme tentent de favoriser le dialogue et les échanges. Le terrorisme a créé à Bruxelles un climat de solidarité et de nouvelles opportunités de collaboration. Nous y répondons avec conviction ! Et curieusement, depuis les attentats, nous accueillons davantage de touristes internationaux qui ne seraient jamais venus de ce côté du canal sans ces événements. Y compris des touristes japonais ! ■

Pascal Majerus

Conservateur de La Fonderie



“Molenbeekistan” : le vrai et le faux

Johan Leman

Dans cet article¹, j'essaierai de répondre à six questions en lien avec trois lignes de production du djihadisme qui se renforcent à Molenbeek. Cela dit, il convient mieux de parler du Croissant pauvre à Bruxelles en général, plutôt que de Molenbeek. D'un côté, le Haut-Molenbeek est rarement inclus dans les médias, de l'autre côté, des événements qui ont lieu quelques fois hors de la commune sont présentés comme se passant à Molenbeek.

1. Le lien entre Molenbeek et les attentats de Paris et Bruxelles-Zaventem

On peut voir trois liens entre Paris (et d'autres villes en France) et Molenbeek qui ont chacun leur importance. Il faut, en outre, y ajouter quelques constats qui en eux-mêmes n'ont rien à voir avec la commune, mais dont les conséquences sont pour le compte de Molenbeek.

Des liens historiques de djihadisme transgénérationnel

Gilles Kepel² a distingué trois générations dans l'histoire du djihadisme actuel. Elles ont toutes les trois été présentes à Molenbeek et, pour une première ligne de production de djihadisme, il y a toujours eu un lien très clair avec des villes en France (Paris, Lyon, Toulouse, Marseille, Roubaix).

En France, Khaled Kelkal, radicalisé en prison entre 1990 et 1992, fait partie du GIA (Groupe Islamique Armé). Il est tué en septembre 1995 par la police française. Djamel Beghal (copain de Kelkal) passe par Molenbeek (et par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Espagne). Il prend contact avec Ayachi Bassam (un Syrien, obligé de quitter la France en 1992, habitant à Molenbeek dès 1992, et créant dès 1997 le CIB, Centre Islamique Belge, dans la rue Manchester). Au CIB, il y a aussi Malika El Aroud. Cette première génération de djihadistes est continuellement en contact avec des villes en France et avec Molenbeek. Cette génération voulait s'engager en Afghanistan. Beghal part pour l'Afghanistan fin 2000, tout comme Abd al-Sattar Dahmane, marié avec Malika El Aroud au CIB. Sur ordre de Abou lyadh (actuellement lié à l'Etat islamique), Dahmane, parti avec un copain, tue le commandant Massoud en Afghanistan quelques jours avant le 11 septembre 2001. Farid Mellouk, un autre copain de Beghal, s'installe aussi quelques temps à Molenbeek. Tous sont proches du cheikh Bassam et de Malika El Aroud. Tous viennent de France, à l'exception de Malika El Aroud et de l'étudiant tunisien Dahmane !

Début 2000, une deuxième génération de djihadistes, type Al-Qaeda comme la précédente, commence à choisir des terrains en dehors de l'Afghanistan. Malika El Aroud et Ayachi Bassam font le pont entre les deux générations. Nizar Trabelsi, qui n'habite pas Molenbeek, s'engage dans ce réseau, mais il finit en prison (2003-2013). Il y exerce une grande influence djihadiste sur d'autres prisonniers. Un recruteur comme Rachid Benomari, un Français qui tisse des liens avec El Aroud et Trabelsi,

devient actif à Molenbeek et réussit à convaincre un jeune adulte comme Mustapha Bouyahbaren à faire du volontariat en Somalie. Benomari part pour la Somalie et un nouveau prédicateur se présente : Khalid Zerkani. Nous sommes en 2011, à la fin de la période Al-Qaeda. C'est à travers ce milieu molenbeekois, qu'on cherche aussi une nouvelle épouse pour Nizar Trabelsi, espérant éviter son extradition aux Etats-Unis. Mustapha Bouyahbaren, recruté par Benomari, part pour la Somalie avec Mohamed Saïd pour y faire de l'humanitaire au service d'Al-Shabab (groupe terroriste islamiste somalien créé en 2006 lors de l'invasion éthiopienne). Le frère de Mustapha Bouyahbaren, Youssef, quittera Molenbeek, recruté par Zerkani. A noter : on sait que Zerkani est en contact avec Abou lyadh. Par ailleurs, un autre recruteur de la période Zerkani, une femme, Fatima Aberkan, a des contacts avec Malika El Aroud. Entretemps il y a eu, en 2006, la condamnation du fils d'Ayachi Bassam et du Français Raphaël Gendron, sur base d'une plainte pour racisme contre leur site assabyle. Après la condamnation de son fils, le cheikh Bassam quitte Molenbeek, avec Gendron (condamné, lui, à une amende pour incitation à la haine raciale pour une vidéo diffusée sur le site internet du CIB), pour Bari (Italie), où il est emprisonné en 2010. Mais il est remis en liberté en 2012 et revient pour quelques mois à Molenbeek avant de partir vers la Syrie. Il s'agit effectivement d'une ligne de production de djihadisme, qui a fonctionné au moins de 1997 jusqu'à aujourd'hui, durant les trois phases du djihadisme.

Il s'y est joint une deuxième ligne de production de djihadisme. En 2006, Anjem Choudary, un prédicateur pakistanais de Londres, fondateur

de Shariah4UK, vient fonder Shariah4Belgium à Anvers. C'est à travers Vilvoorde, où Shariah4Belgium recrute, qu'il y a une influence indirecte sur des jeunes à Molenbeek. Il existe en effet des liens familiaux entre des familles de Molenbeek et de Vilvoorde.

Enfin, on observe une troisième ligne de production de djihadisme. Les temps évoluent, les médias aussi. Après 2005, on assiste à une percée des médias sociaux et des films youtube parmi les jeunes, la gaming culture aussi³. Une troisième génération de jeunes djihadistes, la Y-generation, ou la génération des cyberdjihadistes voit le jour. Elle s'inspire de fragments d'une publication sur le net d'Abu Musab al-Suri : The Global Islamic Resistance Call [L'Appel à la résistance islamique globale]. Abu Musab al-Suri y plaide pour un changement de stratégie : « Nizam, la tanzim », le djihadisme doit devenir un système, pas une organisation. Autre thèse : le djihad doit s'installer en Europe partant d'en bas et pas du haut, et cela dans plusieurs lieux à la fois. C'est par une nébuleuse de fragments de Hadith (paroles du Prophète), mis sur le net, et prêchés par des soi-disant « savants » que des jeunes comme Abdelhamid Abaaoud sont nourris, poussés aussi par des recruteurs comme Zerkani, et avec les anciens « Afghans » (tel Mellouk) comme héros. En été 2014, Baghdadi déclare que le djihad n'est plus seulement territorial mais devient global. Cela donne un stimulus aux propos défendus par Abu Musab al-Suri.

Alors, d'où vient le phénomène Molenbeek, foyer du djihadisme en Europe ? C'est le lieu en Europe où au moins trois lignes de production de djihadisme se trouvent et se renforcent. Et où se développe une tradition de vingt ans, pour une de ces lignes. Du point de vue de la mobilité, Molenbeek se trouve au centre du croissant pauvre, avec une forte concentration de jeunes de provenance maghrébine.

Des liens dus à la drogue

Il y a, en plus, une ligne de criminalité très spécifique qui lie la France et Molenbeek. Il s'agit du transport de drogue partant de Senhadja de Srair, dans le Rif central (Ketama), qui passe par l'Espagne ou Marseille, la France, Bruxelles et va jusqu'à Amsterdam (Pays-Bas). Il est significatif que Nemmouche, après son attentat au musée juif à Bruxelles, se soit fait prendre à Marseille après qu'il avait pris le bus à Bruxelles.

La vision (géo)politique menée par l'Etat islamique (EI)

En outre, plusieurs indices montrent que l'EI a divisé l'Europe en zones linguistiques. Bruxelles fait partie de la zone francophone. Il n'est pas illogique de préparer en Belgique francophone (et à Bruxelles en particulier, mais aussi à Verviers ou à Charleroi) des opérations à exécuter en France, tout comme il est indiqué de préparer en France des actions à exécuter en Belgique.

Mais d'autres facteurs ont aussi joué un rôle. Par exemple les relations entre la Sûreté et la Police en Belgique entre 1995 et 2016. Se passait-on les informations ? Et entre les différents services de Sûreté en Europe ? On m'a expliqué pourquoi il était juridiquement difficile d'échanger de l'info entre la Sûreté belge et la Sûreté française. Autres questions : comment le Parquet à Bruxelles jugeait-il des phénomènes d'extrémisme dans le cadre de la liberté d'expression ? Comment la politique jugeait-elle de la place de Molenbeek dans l'ensemble de Bruxelles ? Il y a eu des réponses, pourtant... durant des années, un tas d'instances officielles ont permis qu'à Molenbeek s'installe un noyau d'extrémisme dur et violent. Mon but n'est pas d'accuser qui que ce soit. Mais ne perdons pas de vue que durant plusieurs années les possibles futurs développements du djihadisme ont été sous-estimés par une kyrielle d'instances officielles, au niveau molenbeekois, certes, mais aussi aux niveaux de Bruxelles, de la Belgique, de la France et de l'Europe.

2. Qui à Molenbeek s'intéresse à l'Etat islamique (EI) ?

Quelques caractéristiques propres aux 4 quartiers du Bas-Molenbeek⁴

Les quartiers du Bas-Molenbeek ont une composition multiethnique : trois quarts des habitants ont la nationalité belge; un tiers parmi les non Belges détient la nationalité marocaine. Parmi les autres, il y a des Belges de provenance italienne, espagnole et turque, et des non Belges subsahariens, roumains (dont beaucoup de Roms), polonais, pakistanaise et autres.

Les quartiers, à l'exception du Quartier Maritime, ont une densité d'environ 20.000 habitants par km². La moitié des familles y habitent sur plus ou moins 55 m². Entre 1995 et 2016, une explosion démographique a fait passer les 68.000 habitants Molenbeek à 95.000, et même à 100.000, personnes en séjour irrégulier incluses.

Un tiers des familles avec enfants sont de type monoparental et matrifocal. Même si l'on accepte un probable gonflement de ce pourcentage dû au fait de fausses adresses pour garder l'accès ouvert à certains versements du CPAS, ceci ne change pas le fond de la donne.

Il s'agit d'une population jeune. On ne doit pas exclure que beaucoup de gens entre 18 et 25 ans fréquentent encore l'école, mais cela ne change pas beaucoup au fait que 40 % des jeunes font partie d'une famille où personne ne travaille. Selon l'étude classique de Samson & Groves (1989)⁵, dans des quartiers où se côtoient une composition multiethnique variable, une grande densité de population, un grand nombre de familles monoparentales (matrifocales) et un statut économique faible, la situation apparaît favorable à la délinquance juvénile (adolescents).

Le recrutement type à Molenbeek

On sait que les groupes de type sectaire analysent bien leur terrain. On ne recrute pas des ingénieurs civils au Bas-

Molenbeek. Alors, qui peut correspondre à un profil intéressant pour Daesh ? Sans vouloir généraliser, ce sont clairement des petits délinquants qui, après entraînement en Syrie, peuvent être renvoyés vers l'Europe dans le cadre d'un djihad global qui ont intéressé l'EI.

3. C'est quoi la radicalisation de certains jeunes Molenbeekois ?

Quand on parle de radicalisation (un terme malheureux), il faut distinguer entre différentes formes. Il y a un radicalisme normal, lié à l'adolescence. Ce radicalisme devient islamisant quand des éléments de salafisme s'y mêlent. Il y a deux formes de salafisme pacifique : le salafisme traditionnel et un autre salafisme qui affirme très fortement l'existence d'un petit groupe d'élus (al firqa ou l'annajia). Comme troisième type, on trouve un salafisme politique proche des ikhwan (le mouvement des Frères musulmans), des gens qui peuvent non sympathiser avec la violence. Et enfin il y a la Salafiyya Jihadiyya, qui est politique par excellence et cherche à motiver des gens pour aller se battre en Syrie. Notons qu'aujourd'hui il ne faut même pas d'éléments de salafisme pour partir vers la Syrie.

Les facteurs qui poussent des gens à partir ? Un sentiment de déclassement au niveau sociétal ou familial, et un sentiment de manque de sens de la société où l'on vit. Ce qui peut attirer ? Un message contestataire promettant une société plus juste sous une loi divine, le tout encadré par une vision messianique et même apocalyptique.

4. Combien sont-ils ?

Y a-t-il beaucoup de djihadistes qui partent ? Fin février 2015, Fraihi⁶ esquisse la situation suivante : 438 personnes ont quitté la Belgique pour l'EI et la Syrie, 64 % entre 18 et 29 ans; 278 entre eux sont restés en Syrie, 114 sont revenus, 46 ont été arrêtés avant d'y arriver et renvoyés en Belgique. Bruxelles comptait à ce moment-là 191 djihadistes, la Flandre 176 (dont 57 % venaient d'Anvers-Vilvoorde), la Wallonie comptait 57 djihadistes. Sur l'ensemble, 109 n'avaient pas la nationalité belge. Un an après, on peut adapter ces chiffres vers le haut, avec +70 et entre eux +40 venant de Bruxelles. Y a-t-il disproportion dans le sens où Molenbeek ou Bruxelles offre plus de djihadistes que d'autres villes ou régions en Belgique ? Jan Hertogen a publié une statistique intéressante : si l'on se limite à la population masculine, de provenance marocaine, entre 15 et 35 ans, qui représente le groupe le plus significatif de ceux qui partent, seul 0,14 % d'entre eux quitte la Belgique pour la Syrie.

Ceci prouve qu'on doit faire très attention quand on se sert de chiffres pour prouver quoi que ce soit. L'impression est que le type de profil de qui part peut varier d'un quartier à l'autre, et que cela peut varier d'une période à l'autre. En France actuellement, des gens de la classe moyenne, des filles et des convertis partent plus qu'avant, là où avant c'était surtout des jeunes de banlieue⁷. Les actions de prévention feraient bien de tenir compte de cette flexibilité dans les actions de recrutement de l'EI.



5. Comment le Djihad prend-il place dans le parcours de ces jeunes ?

Il existe différents profils et parcours, mais certains profils reviennent. Le profil le plus dangereux est celui des jeunes avec, dans la tête, un cocktail de délinquance et de « sectarisation » (sur base de quelques hadith). Ils se connaissent entre eux, s'entraident aveuglément, savent où trouver des armes. Ils peuvent facilement être renvoyés de la Syrie en Europe pour des attentats.

Puis il y a l'adolescent, pas délinquant du tout, à la recherche d'un héroïsme ou l'aventurier qui préfère, s'il faut, une mort héroïque à une mort sociale. Ce recrutement passe par les médias sociaux ou par des amis dans son environnement. Il fait partie de la Y-generation pour qui le monde virtuel est réel (avec ces théories de complot et/ou ces cultures de violence et de gaming). Si des adolescents pareils reviennent en Belgique, on n'a aucun intérêt à les faire se radicaliser en prison.

Il y a aussi la fille (très souvent d'une famille à problèmes) à la recherche d'un époux « stable » dans une société où règne la loi divine, recrutée par les médias sociaux. Des signes montrent que, dans le proche futur, l'EI cherchera aussi dans les milieux de classe moyenne.

Chaque fois, la sectarisation opère avec deux déclencheurs importants. Le premier : la personne concernée devient désaffiliée de ses réseaux existants, pour être immédiatement réaffiliée dans un nouveau réseau, virtuel et physiquement cloisonnant. Le deuxième : la personne rompt avec sa famille nucléaire et avec sa mère.

6. Enjeux et défis pour notre société

Une déclaration de mission inter partis, portée par des acteurs crédibles⁸

Partant des développements sur le marché de l'emploi, on peut constater que l'enseignement à Bruxelles est trop conçu sur la base de critères non bruxellois. Ce qui produit des effets pervers surtout dans des quartiers comme le Bas-Molenbeek. Les réelles qualités des jeunes n'y semblent pas suffisamment exploitées. Jusqu'à quel point ne leur demande-t-on pas surtout de s'assimiler à des qualités qui correspondent plutôt aux jeunes habitant hors Bruxelles ? Je pense entre autres à l'usage des langues dans l'enseignement. Et puis, quels sont les liens entre enseignement réel et marché de l'emploi ?

En outre, un capital sportif, culturel et artistique reste sous-exploité dans des quartiers comme le Bas-Molenbeek. Il ne s'agit pas de pousser tous ces jeunes vers ces secteurs, mais entre sous-exploiter et surexplorier, il existe une grande marge de manœuvre. L'important est qu'on mette sur pied un système où les jeunes ne se sentent pas déclassés ni socialement inutiles.

Molenbeek a besoin de mesures sur mesure

Il faut oser donner des wild cards à des associations et à des écoles qui ont clairement montré dans le passé qu'elles

ont un savoir-faire en la matière, en discutant avec elles des modalités dans le temps et des termes de réussite.

Une approche policière restera toujours limitée à un combat contre les symptômes

Il est vrai qu'il y a trop de place pour des déviances sous-culturelles à Molenbeek (comme la drogue) et d'ailleurs cela vaut pour tout le Croissant pauvre à Bruxelles. Mais il est vrai aussi que la situation ne s'arrangera pas en important des « corps » externes à la population (au niveau de la police par exemple); ou en niant l'appui possible de la population locale. En outre, on doit rester très attentif à ne pas renforcer par la répression des sous-cultures qui véhiculent des théories du complot, ni à approfondir le décalage déjà existant entre la Belgique institutionnelle et le monde des jeunes.

Une approche qui focalise trop sur le répressif est condamnée à faillir. Elle renforce le manque de crédibilité dont jouit la société aux yeux de beaucoup de jeunes. Cela dit, la politique menée actuellement risque donc de manquer de crédibilité. ■

Johan Leman

Anthropologue, prof. ém. KU Leuven, président du Foyer, centre d'intégration à Bruxelles (Molem)

[1] Cet article est basé sur une conférence que j'ai tenue à la Maison des Cultures à Molem, sur invitation du Service Formation, SGJEP, de l'Administration générale de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

[2] Terreur dans l'Hexagone, Paris, Gallimard, 2016.

[3] Des petits films d'une extrême violence, regardés à répétition, peuvent influencer les pratiques de personnes vulnérables. Voir Huesmann, L. R., Dubow, E.F. and G. Yang (2013). "Why it is hard to believe that media violence causes aggression", in Dill, K.E., The Oxford handbook of Media Psychology. Oxford UP, pp. 159-171.

[4] Il s'agit du Quartier Maritime, le Molenbeek historique, le quartier Duchesse et la Gare de l'Ouest.

[5] Community Structure and Crime : Testing Social-Disorganization Theory.

[6] Fraihi, T. (2015). "Syriëstrijders uit België. Enkele feiten en cijfers", in Loobuyck, P. réd., De Lokroep van IS. Syriëstrijders en (de)radicalisering. Kalmthout: Pelckmans, pp. 25-40.

[7] Communication de Farhad Khosrokhavar à Sciences-Po, 15.02.2016.

[8] Ce que certains appellent un plan Marshall.

Rendez-vous dans cinq ans

Entretien

« In Molenbeek » est un succès de librairie qui atteint son quatrième tirage en un an. Etonnant pour un essai qui nous plonge dans le Vieux Molenbeek. Historien, Hans Vandecandelaere s'est aussi appuyé sur des méthodes d'anthropologie et de journalisme pour affiner sa recherche. Et depuis les attentats à Paris du 13 novembre 2015, il est devenu une source pour pas mal de journalistes étrangers ou belges. Il nous livre son analyse du traitement médiatique appliqué à Molenbeek.

AI : En vous lançant dans ce livre, quelle intuition et quelle motivation vous ont animé dans le choix de cette commune ?

Hans Vandecandelaere : Je ne traite pas de la commune en entier mais du quartier du Vieux Molenbeek, un des lieux les plus stigmatisés de Belgique. Il n'a pas fallu les attentats de Paris pour me stimuler. Ma première motivation était de dresser le portrait d'un quartier à travers un spectre élargi qui va au-delà du mur de l'islam et de la pauvreté. J'évoque bien sûr l'islam et la pauvreté mais je les dépasse en abordant aussi la production de richesses à travers des entreprises startup et un commerce hypermondialisé, ou encore l'évolution urbaine, le réaménagement de l'espace public, l'évolution de l'enseignement et de la jeunesse. Le tout dans une perspective historique des vingt dernières années. Bref, je me suis appliqué à casser la stigmatisation en apportant un regard kaléidoscopique.

Une deuxième motivation provient d'une intuition : à mon sens, le vieux Molenbeek, comparé à certains autres quartiers bruxellois, connaîtra d'ici cinq ans des dynamiques intéressantes, notamment le long du canal et de la voie ferrée à hauteur de la gare de l'Ouest, deux lieux qui disposent d'un potentiel pour créer de nouveaux bureaux, du logement, des écoles, et des espaces récréatifs. Il faudra voir comment les plans se réaliseront mais c'est sûr qu'une dynamique s'enclenchera. Cela signifie que le Vieux Molenbeek sera pris en sandwich entre deux développements urbains majeurs qui draineront de nouveaux groupes dont des classes moyennes, et peut-être des hommes d'affaires, des étudiants, des touristes.

Des questions inédites surgiront. Quel impact ces nouveaux groupes de consommateurs auront-ils sur les entrepreneurs belgo marocains et sur les commerces ? Quel impact y aura-t-il à se montrer ouvertement homosexuel en rue, ce qui est problématique aujourd'hui ? Quel impact en particulier pour les femmes dans l'espace public ? Des nouvelles migrations vont-elles casser cette soi-disante homogénéité maghrébine ? Je précise « soi-disante » car, depuis une dizaine d'années, de plus en plus d'Européens de l'Est et de Subsahariens s'installent dans le Vieux Molenbeek qui est tout sauf homogène.

AI : Comment vous y êtes-vous pris pour déstigmatiser et vous projeter dans les potentielles dynamiques ?

Hans Vandecandelaere : Dans mon approche, j'ai tenté de ne pas parler au-dessus des têtes des Molenbeekois. J'ai réalisé plus ou moins 150 interviews, plus une vingtaine après les attentats de Paris. J'ai

discuté et papoté autour d'une table, en prenant le temps et en choisissant des personnes expertes sur le sujet en débat, comme la crise du logement ou la mosaïque de l'islam.

Lorsque le journaliste Eric Goens a sorti une série de quatre reportages sur la VRT, j'ai fortement critiqué son travail dans *De Standard*. Après le 13 novembre 2015, ce journaliste a habité cent jours à Molenbeek. Puis il a eu le culot de prétendre comprendre le problème de *Molenbeek onbemind en onbekend* [impopulaire et inconnu].

AI : Qu'est-ce qui vous dérange dans l'approche d'Eric Goens ?

Hans Vandecandelaere : Premièrement, dans sa série, il met les réponses dans la bouche des gens. A sa manière de questionner, il induit déjà la réponse. Par exemple, en s'approchant d'un jeune, il ne dépasse pas les clichés et lui demande donc s'il a déjà fait des conneries dans sa vie. Comme si « jeune de Molenbeek » collait automatiquement avec « conneries et délits ».

Ensuite, son regard ne quitte pas le fait religieux. A la fin des quatre émissions, on a cette sensation que Molenbeek se réduit à une enclave de musulmans et rien d'autre. Il se focalise sur la criminalité et l'islam, et en fait un petit mélange mâtiné de clichés comme les mariages arrangés, les femmes qui ne sortent pas, les imams qui ne parlent pas français.

Il a ainsi interviewé Mohamed Toujgani, imam à la mosquée Al Khalil, la plus grande de Molenbeek. Toujgani ne parle pas français. Il l'a piégé dans une scène humiliante où il lui donne un cours de français avec un petit bouquin pour des enfants de six ans. De cette façon, il ne donne aucune chance à l'imam. Son traitement de l'information est tout simplement malhonnête. Car, si ce journaliste était bien

documenté, il saurait que le président élu des mosquées molenbeekaises a rédigé une charte où le bilinguisme des imams est demandé. Il ne précise pas non plus que la mosquée Al Khalil, qui accueille jusqu'à 3 000 musulmans, prévoit un maximum de traduction simultanée en français. Le journaliste qui veut approfondir son sujet ne va pas le développer sur le dos de gens simples, parfois faiblement lettrés. Pourquoi interviewer le boucher Mohamed ? Ce n'est pas lui qui peut apporter une analyse sur les racines du djihadisme. Ensuite, le journaliste sérieux cherchera des informations du côté de la Sécurité de l'Etat et essaiera de collaborer avec un Belgo marocain qui peut entrer dans des cercles fermés au journaliste blond.

Or, sans la moindre prudence, Goens a avancé des conclusions que je n'oserais jamais écrire dans un doctorat qui m'aura pris cinq années de recherche. Ce faisant, il provoque des dégâts sur le terrain et rend la tâche plus difficile pour tous les chercheurs ou journalistes de bonne volonté. A vrai dire, je suis content d'avoir terminé mon bouquin en 2015. A cette époque, les portes se sont ouvertes très largement à moi. Si je devais commencer maintenant à partir de zéro, j'aurais peut-être du mal à établir un lien de confiance avec les habitants.

Aujourd'hui, dans cette ambiance de polarisation et d'énorme focus sur l'islam, il devient difficile de mener un débat critique et nuancé. On nous colle immédiatement l'étiquette du « politiquement correct », alors que nous sommes entrés dans une ère où l'on devient correct quand on crache sur l'islam.

AI : Depuis les attentats de Paris le 13 novembre 2015, vous avez quasi dormi à Molenbeek...

Hans Vandecandelaere : Tout de suite après Paris, nous avons décidé avec Brussels Academy (université urbaine et citoyenne) que le moment était venu de préparer une contre-attaque pour nuancer l'image de Molenbeek. Nous avons offert une série de balades guidées et de conférences. Puisque je guidais aussi en français, beaucoup de journalistes francophones (Arte, RTBF, *Le Soir*, etc.) y ont assisté. Quant aux journalistes néerlandophones, je les ai encouragés à lire mon bouquin. Mais à tous, j'ai proposé ce gros plan adopté dans mes recherches. Ils ont automatiquement capté ce regard large.

Les tournages dans la rue durent des heures et des heures, et, au final, les journalistes n'en retiennent que le côté problématique. Pour CNN : le terrorisme. Pour Brand Punt, une émission de la télévision publique hollandaise, plus originale que CNN : les questions socioéconomiques, une problématique que je trouve nettement plus fondamentale que le terrorisme. Ils ont donc évoqué le chômage, la crise du logement, la qualité de l'enseignement. Mais ils ont coupé tout ce que j'avais raconté sur les dynamiques nouvelles des classes moyennes et de l'entrepreneuriat.

En gros, les deux premières semaines après Paris, les journalistes ne traitaient que du terrorisme. Après sont

arrivés des médias de qualité. Par exemple TVE, la télévision nationale espagnole, qui a voulu réaliser un travail en profondeur. J'ai ainsi conduit l'équipe dans des circuits culturels, économiques et sociaux.

AI : Comment avez-vous perçu l'évolution des contacts entre habitants et journalistes ?

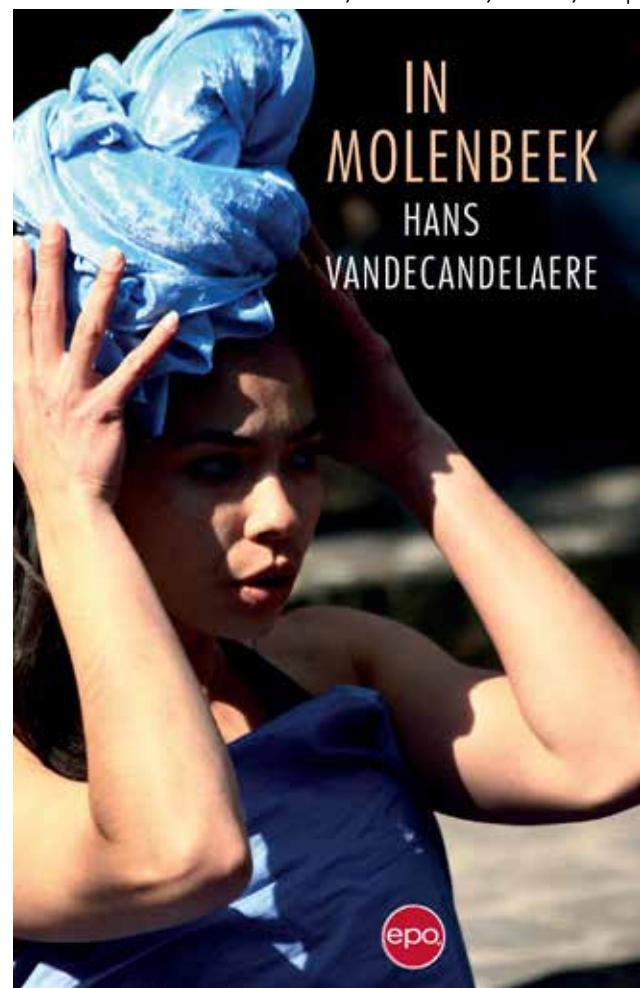
Hans Vandecandelaere : La première semaine, les habitants étaient très hospitaliers. Mais quand un journaliste voyait un musulman, hop caméra ! On tourne : « *Explique-toi : comment tu radicalises ?* ». La deuxième semaine, j'ai clairement compris que cette ouverture diminuait. Certains de mes contacts qui connaissent ma façon de travailler ont même refusé de rencontrer des journalistes que je voulais leur présenter. Trop c'est trop !

L'image ternie de Molenbeek collera encore aux habitants dans un proche avenir. Des gens en recherche d'emploi continueront à modifier leur CV pour éviter que le recruteur sache qu'ils habitent la commune « 1080 ». Par contre, je reste optimiste : dans cinq ans peut-être, le centre-ville avancera vers l'ouest, englobant progressivement le vieux Molenbeek revitalisé. ■

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

Le 15 mars 2016

A la découverte de la mosaïque inconnue ou méconnue de quartiers molenbeekois malmenés par les préjugés.
Hans Vandecandelaere, *In Molenbeek*, Éd. EPO, 261 p.



Pas de féminisme belgo-turc [2/2]

Seyma Gelen

Visant à savoir si le féminisme était toujours une question nationale dans un monde globalisé, la première partie de cet article¹ s'est clôturée en questionnant l'actualité des mouvements féminins et féministes belgo-turcs, et leurs liens avec les autres mouvements de femmes de Belgique et de Turquie. La suite des réponses.

Existe-t-il un féminisme au sein de la « diaspora turque » de Belgique ? Quels liens avec ceux de la Turquie ? Avec ceux en Belgique ? Si pas de liens, à quoi est-ce dû ? Quelles sont les raisons des manques de partenariat de longue haleine entre les associations de femmes de la diaspora turque de Belgique et les autres ? S'agit-il d'un problème de moyens humains ou financiers, de plan d'actions chargé ? Est-il question d'une déclinaison différente du militantisme qui fait que l'idée de collaborer avec des groupes relevant du féminisme institutionnel ne leur parle guère en termes d'action ou d'intérêt ? Des conceptions de l'égalité hommes-femmes au sein de différentes diasporas seraient-elles incompatibles avec les conceptions de l'égalité de genre au sein des mouvements de femmes belges, mais aussi au sein de mouvements de femmes turques de Turquie, conduisant à une carence en collaboration ? Ou s'agit-il de tout autre chose ? Les questions sont nombreuses.

Silence... écrit ?

Entrer en contact avec les associations de femmes de la diaspora turque relève du parcours du combattant. Consciente de leur agenda chargé et par souci de fidélité aux propos à recueillir, j'ai posé mes questions par écrit. Pas de réponse. Selon Serpil Aygün, journaliste à Biniflikir², la communication orale serait plus efficace au sein de la « communauté turque ». La méthode de prise de contact est donc à réfléchir lors d'une prochaine recherche en la matière.

Je connaissais quatre associations : Turkish Lady³, Golden Rose⁴, l'Association féminine belgo-turque (BTKD)⁵ et Feza⁶. Un contact m'a indiqué que la présidente de Turkish Lady ne pouvait pas répondre faute de temps. La présidence de Golden Rose venant de changer, je n'ai pas trouvé d'interlocutrice. Pas d'association de femmes kurdes à ma connaissance : ne seraient-elles pas plutôt insérées dans les associations kurdes dans la mesure où, issues d'une minorité de la minorité, elles n'en sont pas encore au point à s'organiser en dehors des structures existantes ? Les mails envoyés à l'Institut kurde⁷ n'ont pas été lus. Méfiance en raison de la situation politique en Turquie ou désintérêt aux questions féminines/féministes ? Je ne sais pas.

Entre satisfaction et regrets

Selma Tunakara, la responsable de Feza, m'a répondu assez vite. Les coopérations de son association avec les associations non issues de la diaspora relèvent plutôt du ponctuel car toutes les actions proposées ne correspondent pas aux missions ni au public visé. C'est à mettre en

lien avec leur action qui est dirigée vers le local. Elle ne coopère pas avec les mouvements de femmes de Turquie pour cette même raison mais aussi parce qu'elle accueille une dizaine de nationalités et que les actions qu'elle mène sont adaptées à un public multiculturel.

Ceci dit, elle a ajouté une information intéressante concernant les liens avec la Turquie. Il y a quelques années, une dame l'a contactée avec pour objectif de visiter l'association et le projet, pour défricher des pistes de travail dans l'accueil des migrantes syriennes de Turquie. L'équipe de Feza était très intéressée par la demande car elles avaient des pistes d'action à lui proposer.

Or, depuis, pas de nouvelles. Selma ne sait donc pas si le projet a été abandonné ou s'il a vu le jour avec une autre association de la diaspora. Je suis sur la trace de cette dame : son témoignage sera utile pour alimenter ma réflexion quant au caractère national ou non du féminisme dans le monde globalisé qui est le nôtre. Je tiens à préciser ici que je suis tout à fait consciente de l'existence de mouvements féministes transnationaux hors contexte européen. Je m'interroge ici sur les liens entre féminismes d'ici et de Turquie, avec une focale sur Bruxelles.

La responsable de l'Association féminine belgo-turque (BTKD) m'a indiquée qu'elles travaillaient sur des thèmes liés à la famille, aux enfants, à la santé et qu'elles organisaient aussi des cours de français et des sorties. Elles coopèrent avec des associations telles qu'Eyad, Turkish Lady, Sima ou Amazone, entre autres. Intéressant : elles ont un contrat de travail avec la fondation turque ACEV (Fondation pour l'éducation mère-enfant). Il s'agit d'une coopération transnationale mais qui n'est pas de type féministe. J'ai reçu

aussi quelques réponses de Gülcen Bozdağ, de Cultures-Elles⁸, une association de femmes qui organise des sorties, rencontres et cours avec des associations non issues de la diaspora. Elle regrette que les autres associations féminines belgo-turques ne se rapprochent pas davantage des autres. Naciye Dumanoglu, cofondatrice de l'association "8 gonullu anne"⁹, critique la carence de projets féministes au sein des groupes de femmes belgo-turques. Elle souligne aussi l'impossibilité de coopération entre associations de la diaspora compte tenu des clivages politico-idéologiques qui traversent la communauté, bloquant tout projet féministe. De son côté, Filiz Gules, conseillère communale à Schaerbeek, a constaté l'absence de mobilisation de l'associatif belgo-turc autour de projets de long terme : ce serait dû à une ambition insuffisante et aux querelles entre associations.

Quant à moi, je déplore surtout le manque de perspective féministe malgré l'existence de structures associatives ancrées.

Des lieux de réhabilitation

Force est de constater que les associations bruxelloises de femmes issues de la diaspora turque s'intéressent plutôt aux thèmes liés à la famille et non pas aux conditions des femmes ni à la défense de leurs droits. Même s'ils se focalisent sur les femmes, ces groupes n'ont pas d'agenda lié à un combat de type féministe. Leurs membres organisent plutôt des réunions, cours ou sorties et dispensent de l'aide juridique et psychologique. Nous pouvons poser l'hypothèse que ces associations sont des espaces de « réhabilitation » pour les femmes les fréquentant.

Soulignons aussi que certaines associations de la diaspora développent des branches féminines. A ma connaissance, ces dernières ne se penchent pas sur les rapports sociaux de domination – sexe, patriarcat – qui touchent les femmes membres. Celles-ci se réunissent entre elles, loin de la sphère décisionnelle, et ont – pas exclusivement mais surtout – le rôle d'organiser des petits déjeuners ou de vendre des pâtisseries afin de collecter des sous pour ces associations essentiellement dirigées par des hommes.

Elles sont loin de les revendications féministes : dans les associations dont elles sont membres, elles sont plus ou moins subordonnées à des dirigeants qui prennent des décisions qu'elles n'ont plus qu'à exécuter. Bien entendu, il peut arriver que des femmes se retrouvent dans la sphère décisionnelle mais elles ne sont pas nombreuses. Tandis qu'au sein des associations de femmes, elles essaient d'acquérir les outils pour plus d'autonomie. Ces associations sont occupées à répondre aux problèmes d'insertion des femmes issues de l'immigration. Elles ne semblent donc pas avoir le « luxe » de s'intéresser aux questions qui sont celles du féminisme institutionnel belge, telles que l'égalité hommes-femmes ou l'émancipation féminine.

Les associations bruxelloises de femmes issues de la diaspora turque s'intéressent plutôt aux thèmes liés à la famille et non pas aux conditions des femmes ni à la défense de leurs droits.

Changement de question

Est-ce dès lors un non sens de se poser la question de féminismes transnationaux à l'heure où un féminisme belgo-turc n'existe pas ? Ne faudrait-il pas plutôt se poser la question des mécanismes qui bloquent l'éclosion d'une conscience féministe dans le chef de ces femmes qui subissent le sexe – comme toutes les femmes – dans et hors de leur communauté, et qui subissent aussi le racisme et l'islamophobie en dehors de leur communauté ? Kim Lecoyer, chercheuse à l'Université de Gand, est la présidente de Karamah EU, une association de promotion des droits fondamentaux fondée et dirigée par des femmes musulmanes belges. Chez les étudiants belgo-turcs qu'elle a rencontrés, jeunes hommes comme femmes, elle a observé un grand intérêt pour les questions de genre et d'égalité des sexes. Voilà la piste à creuser ! ■

Seyma Gelen

Membre de Tayush

[1] Lire "Féminismes transnationaux", in L'Agenda interculturel n° 329, mars 2016, pp. 26-27.

[2] Mensuel belge turcophone. www.binfikir.be/ <https://www.facebook.com/binfikir.websitesi>

[3] Association féminine (pas exclusivement). <https://fr-fr.facebook.com/Turkish-Lady-asbl-138696502840748/timeline/>

[4] Se focalise sur le « rôle de la femme dans la société » <http://goldenrosebrussels.be/>

[5] Un objectif : augmenter le potentiel éducatif de la mère, moteur de la famille. www.amazon.be/spip.php?rubrique170&lang=fr

[6] Vise à promouvoir l'autonomie et l'épanouissement des migrantes. www.bonnescauses.be/organisation/?id=0897850014

[7] Objectifs : aider les Kurdes et d'autres à s'intégrer ; faire connaître la question kurde. www.kurdishinstitute.be/institut-kurde-de-bruxelles-2/

[8] www.facebook.com/CulturesElles-asbl-193237134111823/

[9] Œuvre particulièrement pour l'éducation des filles www.facebook.com/groups/1027565813951090/?fref=ts

Les sorcières sont de retour !

« Sorcières », la nouvelle collection des éditions Cambourakis met la femme à l'honneur. Dans ce recueil, les romans aux textes tantôt décapants, tantôt révoltés font de celles que l'on appelle le « sexe faible » de puissantes combattantes.

« *Tremate, tremate, le streghe son tornate* », « *tremblez, tremblez, les sorcières sont de retour* », scandait-on en Italie durant « l'année des sorcières » en 1976. Sorcière, un terme que les féministes se sont approprié aux quatre coins du monde pour se définir, à cette même époque. Il s'agit de celles qui, dans les années 1970 et 1980, ont osé dénoncer les inégalités entre hommes et femmes. C'est en hommage à ces activistes que les éditions Cambourakis ont intitulé leur collection du même nom.

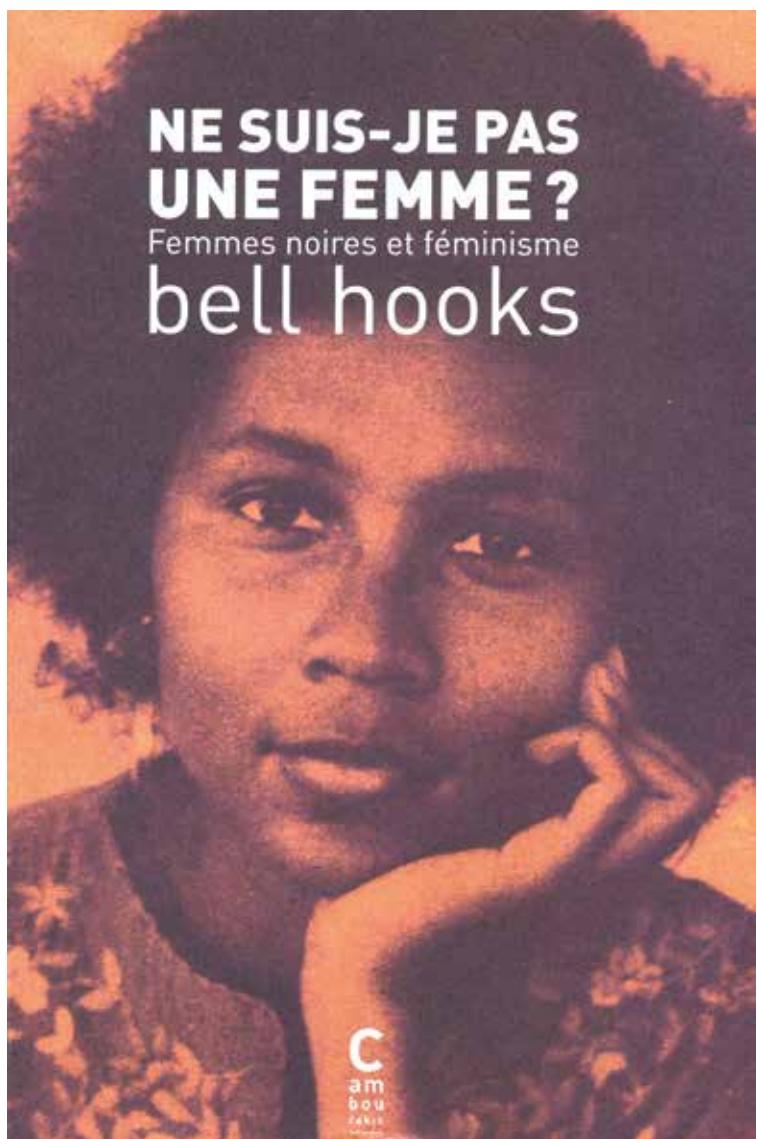
Féminisme nécessaire

Lancé début 2015, Sorcières compte déjà six ouvrages à son actif. Et pas n'importe lesquels. Période prolifique dans les années disco et New Age, ces militantes ont couché sur papier leurs idéaux, leurs histoires et celles des autres. Ces romans, recherches, témoignages ont longtemps été oubliés ou bien jamais traduits en français... Jusqu'à ce jour. Les éditeurs partent d'un constat : il reste nécessaire de parler d'un point de vue féministe vu les agitations autour de la question de l'avortement, remis en cause en Espagne, ou encore des réactions conservatrices sur le mariage pour tous en France.

Ecrits politiques, sociaux et intimes

L'entrée en matière est sans concession avec l'activiste afro-américaine Bell Hooks et son œuvre « *Ne suis-je pas une femme ?* » paru en 1981, traduit en français il y a seulement un an. Elle y livre une critique des féminismes blancs, des mouvements afro de libération et de leur difficulté à prendre en compte les oppressions croisées. La suite de la collection approfondit la question de l'homosexualité avec le livre « *Peau* » (1994) de Dorothy Allison. Un langage cru pour parler de tranches de vie âpres : lesbophobie,inceste, guerre des sexes. Ses essais sont à la fois intimes et politiques : comment narrer l'extrême misère sociale et comment écrire sur le sexe en tant que femme ?

La collection Sorcières ambitionne d'ouvrir ses portes aux amateurs comme aux novices du féminisme. Ces livres sont disponibles pour tout curieux avide de comprendre les mouvements actuels des femmes. Car pour saisir ce qui se trame aujourd'hui, il faut avoir lu ce qui a été mis en route auparavant. ■



En juin, nous sommes Grecs

Pour cette seconde édition du festival Nous sommes Grecs, l'Espace Senghor nous promet quatre jours de chansons des Balkans, du bouzouki en veux-tu, en voilà, des verres d'ouzo et des petits mezzés à dévorer sans modération !



incontournable

Le festival restera fidèle à lui-même et mélangera les genres en continuant à marier traditions et créations contemporaines. Si l'Espace Senghor braque ses projecteurs sur la Grèce, les personnalités, chanteurs, danseurs et autres artistes sont issus de divers horizons.

Expositions et musiques animeront le bar du lieu culturel tandis que théâtre d'ombre, documentaires, workshops et musique se partageront les salles.

On commence tout en douceur et en mélodie avec un atelier de musique modale contemporaine durant laquelle Michalis Kouloumis et Efren Lopez partageront leur savoir des sonorités ottomanes et méditerranéennes avec le public. Et la soirée se poursuit avec les Irlandais Ross Daly et Kelly Thomas qui nous emmèneront sur l'île de Crète à travers des compositions à la lyre crétoise.

La danse n'a pas d'âge !

Mais durant le festival, on ne se contente pas que d'écouter, on bouge aussi ! Le samedi 11 juin, durant toute une après-midi, le groupe Tradidanse vous attrapera par la main pour plonger dans le rythme des danses folkloriques. L'activité s'adresse tant aux tout petits qu'aux plus anciens.

Le dernier jour, on récupère de tant de frénésie avec le documentaire intitulé VIO.ME. Le film raconte l'histoire d'une usine de Thessaloniki abandonnée par sa direction et par l'Etat. A travers ce fait d'actualité, les réalisateurs ont dressé le portrait d'une autogestion où le besoin de travail et de rémunération digne a amené les ouvriers à entreprendre un combat pour l'avenir. De Melbourne à Tokyo, en passant par Washington et Berlin, de nombreux événements ont été organisés pour soutenir cette lutte.

Le festival se terminera en une belle fête où violon, klarino, accordéon et autresouds feront vibrer la chaussée de Wavre. Le mot d'ordre de l'Espace Senghor : Dansons, chantons, aimons ! ■

Plus d'informations

Festival Nous sommes Grecs

Quand : 9 > 12 juin

Où : Espace Senghor
Chaussée de Wavre 366
1040 Bruxelles
www.senghor.be

Du neuf dans



Dialogues sur la diversité, sous la direction de Rachel Brahy et Elisabeth Dumont, Liège, Presses universitaires de Liège, 2015, 220 p.

Le mot diversité est à la mode. Pour certains, il est un mot du pouvoir. Pour d'autres, il est un mot valise, déformé ou encore un mot millefeuille... Pour les auteurs, il s'agit d'une notion à explorer. À l'horizontale de ce mot, sont déclinés autant de termes qui en composent le champ lexical : discrimination, intégration, vie sociale, extrême droite, racisme, stéréotype, immigration, territoire, ethnicité et classes sociales. Dix notions explorées en dix chapitres qui tentent de rétablir leur signification, leur historicité, leur usage politique.

Un tableau des caractéristiques de la diversité est proposé. Plusieurs éléments sont repris : le sexe, la nationalité, la religion, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, la langue, les opinions politiques, etc. Ensuite, les lecteurs sont invités à interroger le sens des politiques et les pratiques de gestion de la diversité. Visent-elles à lutter contre les discriminations, à créer de la valeur ajoutée ou à répondre aux défis posés par la cohabitation de populations de plus en plus hétérogènes ? Sans doute, s'agit-il de faire un peu tout cela à la fois. Plus fondamentalement, les auteurs insistent sur un point : l'action en matière de gestion de la diversité est orientée par des normes. La diversité est en effet une construction sociale. Elle n'existe qu'à partir du moment où elle est perçue. Les actions menées en faveur de la diversité agissent ainsi à deux niveaux. D'une part, elles soulignent les différences. D'autre part, elles les considèrent comme profitables, enrichissantes et créatrices de valeurs.

Par le choix des intervenants et les exemples, ces notions sont traitées dans leur spécificité nationale. C'est pourquoi le choix a été de faire appel uniquement à des experts belges, d'autant que notre conception de la laïcité – très différente du modèle français –, mais aussi la polarisation et la question linguistique structurent profondément ces débats.

Qui vivra qui mourra : quand on ne peut pas sauver tout le monde, de Frédérique Leichter-Flack, Paris, Albin Michel, 2015, 197 p.

A travers des textes littéraires et quelques œuvres cinématographiques, cette réflexion interroge la problématique du tri entre vies humaines. Depuis les exemples historiques de l'évacuation partielle des blessés à la guerre ou de la liste de Schindler, cette question se pose toujours au cours d'un sauvetage de naufragés, de vaccination lors d'une épidémie et autres cas médicaux. Qui vivra, qui mourra ? Qui a priorité pour vivre quand tout le monde ne peut pas vivre ? Qui sacrifier ? Qui sauver d'abord quand on ne peut sauver tout le monde ? Ce livre prend son origine dans le constat de la récurrence de ce questionnement, repérable à la fois dans des contextes très sérieux et dans des contextes relevant de la consommation culturelle de masse.

L'interaction entre ces différents contextes mérite l'interrogation : ce sera l'objet de ce livre. La question se présente comme un casse-tête. Presque un jeu. A l'écran, dans certaines séries télévisées ou dans les romans pour adolescents, c'est à s'y méprendre. Mais le dilemme, le choix, le casse-tête, n'a rien de ludique. A sa base, quelques personnages placés en vase clos. Entre leurs mains une quantité insuffisante de ressources vitales. En résumé, des êtres dans le besoin, dans la plus grande nécessité, sont sommés de faire un choix : vivre coûte que coûte au détriment de la morale et de la vie des autres, ou mourir, se sacrifier, en leur laissant la vie sauve. « Qui doit vivre, qui doit mourir », est une affaire d'éthique, affaire d'humanité, affaire d'État. L'alternative semble impossible, sidérante... Dans un monde où il n'y a pas assez de vie pour tous ceux qui y prétendent, la sélection sociale devient un tri qui oriente vers des catégories bien distinctes – les naufragés et les rescapés, les perdants et les gagnants, les vivants et les morts, entre lesquels il n'y a rien.



nos rayons

Cathy Harris

Le Centre
de documentation
du CBAI est ouvert :
mardi et mercredi :
9h > 13h et 14h > 17h
jeudi et vendredi :
9h > 13h



Au nom de l'humanité : l'audace mondiale, de Ricardo Petrella, Charleroi, Couleur Livres, 2012, 245 p.

Aujourd'hui, l'humanité (« l'ensemble des êtres humains ») est en miettes, lacérée par des guerres et de nouvelles divisions provoquées par la volonté de conquêtes des uns, le fanatisme des autres, l'indifférence et le cynisme des dominants locaux et mondiaux. La militarisation du monde est de nouveau en expansion. La notion de sécurité (américaine et occidentale) a été élargie au plan socio culturel global, au-delà de l'extension géopolitique. La violence, l'injustice, les exclusions l'empotent. Le devenir de prospérité pour tous s'est fracassé sur les rochers de la puissance des oligarchies mondiales et de leurs dogmatismes fondés sur les « nouvelles tables du capitalisme global ». Un autre problème mondial que les groupes sociaux qui gouvernent le monde sont incapables de résoudre est l'exploitation dévastatrice des ressources naturelles de la planète. Pourquoi les classes dirigeantes actuelles sont-elles incapables de résoudre les problèmes mondiaux ? A l'ère de la globalisation, les enjeux et les défis sont de plus en plus mondiaux mais élites parlent et agissent uniquement au nom de Dieu, au nom de la Nation et surtout au nom de l'Argent. Les Etats militairement et économiquement les plus forts ainsi que les grands groupes économiques privés mondiaux ne veulent pas d'une humanité reconnue en tant que sujet politique et juridique à laquelle confier le pouvoir de régulation du monde dans le but de garantir le bien-être de tous les habitants de la Terre, autres espèces vivantes comprises. Le livre décrit les chantiers audacieux du « Contrat Mondial de l'Humanité » grâce auxquels elle pourra construire un nouveau devenir fondé sur la sécurité d'existence collective, la liberté et la citoyenneté universelles plurielles, la justice sans priviléges, l'égalité devant les droits et les responsabilités, la démocratie effective. L'humanité n'a pas besoin de porteurs d'intérêts mais de nouveaux porteurs de sens.



Avec les familles immigrantes : guide d'intervention, de Ginette Aumont, Montréal, ministère de la Santé et des Services sociaux, s.d., 117 p.

La diversité des familles est une réalité incontournable pour le Québec. L'arrivée au Québec pour une famille immigrante ne se fait toutefois pas sans heurts. Les problèmes peuvent être multiples, et ces familles éprouvent des difficultés liées à la migration et à certaines différences culturelles. Elles ont souvent besoin de services pour faciliter leur intégration. Elles ont donc recours à différents organismes pour répondre à leurs besoins.

Les intervenant-e-s pour leur part n'ont pas toujours l'information et les ressources nécessaires pour les aider adéquatement. La réalité pluriethnique fait en sorte que les besoins d'information se diversifient et nécessitent des interventions dont les aspects concrets sont souvent fort différents.

Ce guide a donc été conçu dans le but de favoriser l'adaptation de pratiques d'intervention auprès de ces familles. Les principaux points abordés sont : les principes de base de la relation d'aide, la famille immigrante face au processus d'intégration, face au logement, au travail et à l'apprentissage du français. Certains éléments sont indispensables à la relation d'aide adaptée aux besoins diversifiés des personnes. Pour créer une relation d'aide efficace, il est nécessaire d'en connaître les principes de base. Ceux-ci touchent principalement le processus de communication et les connaissances liées aux types de demandes de la clientèle. La relation d'aide en contexte interculturel requiert la maîtrise de certaines données en matière d'immigration et la connaissance des caractéristiques spécifiques à certains groupes. Il sera donc utile ou indispensable de connaître les lois ou les politiques d'immigration, les statuts et les catégories d'immigration, les ressources disponibles, de même que toutes les étapes reliées au processus d'adaptation et d'intégration.

Autres nouveautés au centre doc

www.cbai.be, rubrique : Documentation/nouveautés

- *Parlons immigration en 30 questions*, de François Héran, Paris, la Documentation française, 2016, 99 p.
- *La médiation interculturelle vue à travers le schéma de la communication pour favoriser l'intégration des immigrants*, de Vanessa Georgescu Paquin, Montréal, Université du Québec, 2014, 27 p.
- *Pratiques pour une école inclusive : agir ensemble*, sous la direction d'Altay Manço, Paris/Liège, L'Harmattan/Irfam, 2015, 235 p.
- *Liberté, égalité, immigration ? La France à l'heure du choix*, de Jean-Claude Barreau, Paris, L'Artilleur, 2016, 152 p.
- *Des îles et des ailes : pratiques enseignantes pour plus d'égalité*, de Benoît Roosens, (coord.), Bruxelles, CGé, 2015, 40 p.
- *La médiocratie*, d'Alain Deneault, Québec, Lux, 2015, 218 p.
- *Féministes du monde arabe : enquête sur une génération qui change le monde*, de Charlotte Bienaimé, Paris, Les Arènes, 2016, 293 p.

Commandez des numéros de la collection !

Et retrouvez la liste complète sur www.cbai.be
www.micmag.be

Peur à Walcourt : bas les masques

Avril 2016, MICmag n° 8

En novembre 2015, des demandeurs d'asile arrivent à Walcourt, tout près de chez Denis. Il craignait pour ses trois enfants. Il était à 50 % contre ces arrivées. Aujourd'hui, il ne craint plus qu'à 50 %. Ça va mieux.



Des murs et des Hommes

Mars 2016, AI n° 329

« Ce n'est pas l'immigration qui menace ou appauvrit, c'est la raideur du mur et la clôture de soi », écrivaient déjà Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau en 2007. A l'heure où les murs se multiplient, dans l'espace et dans nos têtes, que faire pour les déconstruire ? Que construire à leur place ?



Pognon voyageur

Février 2016, MICmag n° 7

Chaque année, les migrants transfèrent 550 milliards d'euros vers leur pays d'origine. Souvent, l'argent transite par des sociétés de transfert de fonds qui prélevent de juteuses commissions. Des projets existent pour faire mieux travailler cet argent au profit des pays pauvres.



Les MENA* et l'intérêt supérieur de l'enfant: un lien sous tension ?

Décembre 2015, AI n° 328



De plus en plus de mineurs non accompagnés de 8, 10 ou 12 ans posent pied à terre en Belgique. Mais comment prendre en compte l'intérêt supérieur des MENA si les pouvoirs publics ne s'en donnent pas les moyens ?

La fin d'un périple, le début d'une rencontre

Novembre 2015, MICmag n° 6



On les a beaucoup vus sur nos écrans de télévision et sur les plages grecques. Mais que deviennent ces immigrés une fois sur le sol belge ? Au-delà des caricatures, comment participent-ils à la société ? Sont-ils vraiment de trop ?

Abonnez-vous !

20 euros par an (en Belgique)

30 euros par an (à l'étranger)

pour 5 Agenda interculturel + 5 MICmag

à verser au compte
IBAN BE34 0010 7305 2190

En n'oubliant pas de préciser sur le virement vos nom et adresse.